



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES
RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics et
services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Services de vulnérabilité de l'eau	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN438-189002/A	Date 2018-12-11
Client Reference No. - N° de référence du client EN438-18-9002	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-615-7680	
File No. - N° de dossier KIN-8-50111 (615)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-01-23	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denbeigh, Andrew	Buyer Id - Id de l'acheteur kin615
Telephone No. - N° de téléphone (613) 484-1586 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Voir aux présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU	4
1.4 ENTENTE DE NON-DIVULGATION	4
1.5 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	7
2.7 FONDAMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	7
2.8 INDEMNISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL – LETTRE D'ATTESTATION	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	11
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	16
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	17
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	19
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	19
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	19
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	19
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	20
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	20
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	23
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	23
7.4 DURÉE DU CONTRAT	24
7.5 RESPONSABLES	24
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	25
7.7 PAIEMENT	25
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	27
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	28
7.10 LOIS APPLICABLES	28
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	28
7.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER)	28
7.13 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	29
7.14 RAPPORTS PÉRIODIQUES	29
7.15 ÉBAUCHE DE RAPPORT FINAL – DETAILS	30

7.16	INSPECTION ET ACCEPTATION	30
7.17	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	30
7.18	ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	30
ANNEXE « A »	.....	31
ÉNONCÉ DES TRAVAUX		31
APPENDICE A À L'ANNEXE « A »		59
APPLICATION DES RÈGLES TECHNIQUES		59
APPENDICE « B » À L'ANNEXE « A »		63
TABLE DES MATIÈRES DU RAPPORT D'ÉTUDE DE LA VEPPSE.....		63
APPENDICE « C » À L'ANNEXE « A »		71
VEPPSE – TABLEAU D'ESTIMATION DES COÛTS		71
ANNEXE « B »	.....	73
BASE DE PAIEMENT		73
ANNEXE « C »	.....	78
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ		78
ANNEXE « D »	.....	83
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE		83
ANNEXE « E »	.....	86
FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES.....		86
ANNEXE « F »	.....	89
ENTENTE DE NON-DIVULGATION		89
ANNEX « G » À LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....		90
EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES		90
ANNEXE « H » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		93
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....		93
ANNEXE « I » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....		94
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION.....		94

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les Exigences en matière d'assurance, le formulaire MDN 626 Autorisation de tâches, l'Entente de non-divulgaration, les Exigences techniques obligatoires, les Instruments de paiement électronique, et le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin de deux (2) contrats comportant des autorisations de tâches (CAT) pour réaliser des évaluations sur la vulnérabilité de l'eau potable et pour préparer des plans de surveillance et de gestion, comme indiqué à l'annexe « A », à divers endroits au Canada.

La durée de chaque contrat sera à partir de la date de l'attribution du contrat jusqu'au 31 mars 2021, plus deux (2) options irrévocables d'un an permettant au Canada de prolonger la durée du contrat.

L'entrepreneur devra faire en sorte que le personnel, l'équipement et l'expertise technique nécessaires pour réaliser les travaux décrits dans le présent CAT et les autorisations de tâches (AT) subséquentes soient disponibles et satisfont aux règlements et aux normes applicables aux travaux. Les renseignements précis sur les travaux seront communiqués dans les AT subséquentes. Les activités seront réalisées au besoin, sur demande, tel que déterminé par le gestionnaire de projet du MDN (GP du MDN).

- 1.2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences,

et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

- 1.2.3 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).
- 1.2.4 La présente demande de soumissions vise à établir un contrat comportant des autorisations de tâches pour la livraison du besoin décrit dans la demande de soumissions aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.
- 1.2.5 Cet approvisionnement est assujéti à l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, l'entente définitive du Conseil des Ta'an Kwach'an, et l'Entente définitive de la Première Nation des Kwanlin Dun.
- 1.2.6 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.
- 1.2.7 Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Entente de non-divulgence

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, incluse à l'annexe F, remplie et signée et l'envoyer au le gestionnaire du projet du ministère de la Défense nationale (GP MDN) avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

1.5 Processus de conformité des soumissions en phases

Le Processus de conformité des soumissions en phases s'applique à ce besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Bid Receiving Public Works and Government Services Canada
Kingston Procurement
86 Clarence Street, 2nd Floor
Kingston, Ontario, K7L 1X3

TPSGC.ordreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Aucune soumission ou offre transmise directement à cette adresse de courriel ne sera acceptée. Le présent courriel vise simplement à ouvrir une conversation Connexion postal, conformément aux instructions uniformisées.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;

- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins quinze (15) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 15 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants, tel que défini dans la [Politique sur les droits de propriété intellectuelle issus de marchés](#)

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-189002/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-18-9002

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

conclus avec l'État : les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ne peuvent appartenir à l'entrepreneur en vertu d'une loi, d'un règlement, ou d'une obligation antérieure contractée par Canada envers un ou des tiers.

2.8 Indemnisation des accidents du travail – lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les 10 jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence. Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion postal a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 exemplaires papier)
Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier)
Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;

- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

- 3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ».

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « H » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « H » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (22-05-2018) Instructions uniformisées – biens ou services –

besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).

- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière:

- a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera

considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.

- h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.

- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

1.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Chaque soumission sera examinée pour déterminer si elle est conforme aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront considérées comme non conformes et ne seront pas retenues. Les critères d'évaluation obligatoires sont décrits à l'annexe « G » de la partie 4 de la demande de soumissions — Critères techniques obligatoires.

Le processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera pour tous les critères techniques obligatoires.

4.1.3 Évaluation financière

4.1.3.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent compléter et présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe « B », Base de paiement. Les taxes applicables sont exclues et les taxes d'accise sont incluses.

Les soumissionnaires doivent fournir un prix pour tous les articles et les périodes énumérés à l'annexe B — Base de paiement, Bases de tarification « A » et « B » inclusivement.

Pour l'établissement des prix dans la base de tarification « A » : les taux horaires au sein d'une catégorie particulière de main d'œuvre ne peuvent pas avoir une variance de plus de +/- 5 % d'une année à l'autre. À titre d'exemple, si le prix de l'Année 1 pour le technicien sur le terrain était de 50,00 \$ l'heure dans la soumission, le prix de soumission maximum autorisé pour l'Année 2 serait de 52,50 \$ l'heure. Le prix de soumission minimum autorisé pour l'Année 2 serait de 47,50 \$ l'heure. Le taux de soumission de l'Année 3 dans cet exemple doit être de +/- 5 % du prix de l'Année 2.

4.1.3.2 Évaluation du prix

Clause du *Guide des CCUA* A0220T (2014-06-26), Évaluation du prix - soumission

4.1.3.3 Calcul du prix évalué

Pour la base de tarification A :

Pour chaque catégorie de dotation (article) : Le pourcentage correspondant d'utilisation sera appliqué au prix par heure pour chaque année, afin de déterminer les prix pondérés pour cette année-là. La somme du prix pondéré de toutes les périodes d'établissement des prix, divisé par 4, sera le prix pondéré moyenne de la catégorie de dotation. La somme du prix pondéré moyenne de toutes les catégories de dotation sera le prix total par heure de base de tarification A. Le prix total par heure de la base de tarification A sera multiplié par une utilisation estimée de 70 000 heures pour déterminer le prix évalué total pour la base de tarification A.

Pour la base de tarification B :

Pour chaque article, la somme des prix pour toutes les périodes d'établissement des prix sera multipliée par le montant annuel estimatif d'utilisation afin de déterminer le total pour chaque site. La somme du total pour chaque site pour tous les articles sera le prix évalué total pour la base de tarification B.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-189002/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-18-9002

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La somme du total du prix évalué pour la base de tarification A et le prix évalué total pour la base de tarification B sera le prix total évalué de la soumission.

4.2 Méthode de sélection

Pour être jugée recevable, une soumission doit être conforme aux exigences de la demande de soumissions et doit satisfaire tous les critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires. La soumission recevable ayant le prix total évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution du contrat principal, se terminant par /001 (auquel on attribuera 60 % de la limitation des dépenses). La soumission recevable ayant le deuxième prix total évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution du contrat secondaire, se terminant par /002 (auquel on attribuera 40 % de la limitation des dépenses).

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* A3005T (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* A3010T (2010-08-16), Études et expérience

5.2.3.3 Soutien des prix - soumission non concurrentielle

Clause du *Guide des CCUA* C0008T (2007-05-25), Soutien des prix - soumission non concurrentielle

5.2.3.4 Certificat d'autorisation

Le soumissionnaire doit détenir un certificat valide et actuel d'autorisation de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario ou d'un certificat d'autorisation d'une association équivalente en ingénierie ou en géosciences dans une autre province.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7– Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [A9033T](#) (2012-07-16), Capacité financière

6.3 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

7.1.1 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

7.1.1.1 Attribution des AT – Attribution par rotation en fonction des fonds restants

Plus d'un contrat a été attribué pour ce besoin. Par conséquent, les AT établies dans le cadre de cette série de contrats seront attribuées conformément à ce qui suit :

Au moment où la série de contrats a été attribuée, chaque entrepreneur a reçu un montant de financement précisé dans l'article intitulé « Limitation des dépenses » en ce qui concerne les AT, selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.

Le Canada utilisera une méthode de rotation pour attribuer les AT; cette méthode sera fondée sur le solde des fonds alloués à chacun des contrats.

Le Canada enverra le premier projet d'AT à l'entrepreneur détenant le solde des fonds alloués le plus élevé. Si le même montant a été alloué à plus d'un entrepreneur, l'AT sera attribuée à l'entrepreneur classé au premier rang selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.

L'entrepreneur qui a reçu un projet d'AT disposera du délai indiqué dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche » pour répondre à l'autorité contractante. Si l'entrepreneur qui a reçu en premier le projet d'AT ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse ou n'est pas en mesure d'exécuter la tâche, le projet d'AT sera présenté à l'entrepreneur suivant dont le solde du financement alloué est le plus élevé.

Le processus d'envoi du projet d'AT à l'entrepreneur dont le solde des fonds alloués est le plus élevé se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche ou que l'AT soit attribuée à l'un des entrepreneurs. Si aucun des entrepreneurs n'est en mesure d'exécuter la tâche (conformément à l'ensemble des modalités de la série de contrats), le Canada peut faire exécuter les travaux requis autrement.

Une fois l'AT approuvée, aux fins de calculs de l'attribution de celle-ci, la valeur de cette AT (et la valeur de toute modification subséquente à celle-ci) sera soustraite du financement attribué à cet entrepreneur.

Lorsqu'une nouvelle tâche devra être exécutée, le projet d'AT sera envoyé à l'entrepreneur dont le solde des fonds alloués est le plus élevé. Si plus d'un entrepreneur dispose du même solde de fonds alloués (c.-à-d. que plusieurs entrepreneurs disposent de montants égaux), le projet d'AT sera envoyé à celui qui s'est classé au premier rang selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions.

Lorsque l'un des contrats de la série est modifié pour ajouter des fonds réservés aux AT, les autres contrats de la série (c.-à-d. ceux qui sont encore en vigueur) seront aussi modifiés pour ajouter un montant proportionnel aux fonds alloués au départ pour les AT dans chaque contrat (par exemple, si trois contrats ont été attribués, que les fonds alloués étaient respectivement de 2 M\$, de 1 M\$ et de 750 000 \$ pour les AT, et qu'un montant de 200 000 \$ est ajouté au premier contrat, 100 000 \$ seront alors ajoutés au deuxième contrat, et 75 000 \$ seront ajoutés au troisième).

7.1.1.2 Processus d'autorisation de tâches

1. L'autorité administrative du projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du « Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 de l'annexe E.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans le nombre de jours précisé jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir à l'autorité administrative du projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par l'autorité administrative du projet. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

7.1.1.3 Limite d'autorisation de tâches

L'autorité administrative du projet peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 400 000 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par l'autorité administrative du projet et l'autorité contractante avant d'être émise.

7.1.1.4 Autorisation de tâches – ordre de classement

Deux contrats ont été attribués suite à la demande de soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) portant le numéro EN438-189002/A. Voici l'ordre de classement des entrepreneurs:

Premier rang : _____ EN438-178001/001/KIN [TPSGC fournira cette information]
Deuxième rang : _____ EN438-178001/002/KIN [TPSGC fournira cette information]

7.1.1.5 Garantie des travaux minimums -Tous les travaux - d'autorisations de tâches

1. Dans cette clause,

« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;
« valeur minimale du contrat » signifie 5% de la valeur maximale du contrat, TVH incluse.
2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le

contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

7.1.1.6 Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec autorisation de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport – Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre :

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.1.1.7 Autorisation de tâches – ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par le gestionnaire de projet du ministère de la Défense nationale. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

Conditions générales supplémentaires 4007 (2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail visés ; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C ;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2021 inclusivement.

Les autorisations de tâches contre ce contrat seront faites après que le financement du contrat EN438-178002 ait été épuisé à un point tel qu'aucune autre autorisation de tâches ne peut être faite à même le contrat EN438-178002.

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 15 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Le contrat est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes :

- Accord sur les revendications territoriales du Nunavut
- Entente Définitive du Conseil des Ta'an Kwach'an
- Entente définitive de la Première Nation des Kwanlin Dun

Le contrat avec autorisations de tâches (TA) est d'établir la livraison du besoin décrit dans le cadre du contrat aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

7.4.4 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison indiqués dans l'autorisation de tâches.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Andrew Denbeigh
Titre: Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Région de l'Ontario
Des Acquisitions Kingston
Adresse : 86 rue Clarence, 2ième étage

Téléphone: (613) 484-1686
Télécopieur: (613) 545-8067

Courriel: Andrew.Denbeigh@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Gestionnaire du projet du ministère de la Défense nationale (GP MDN)

Le nom du gestionnaire de projet du ministère de la Défense nationale pour le contrat sera indiqué dans chaque autorisation de tâches.

Le GP MDN représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Autorité administrative du projet

[Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat.]

L'autorité administrative du projet est responsable de l'attribution et de la modification de toutes les autorisations de tâches d'une valeur pouvant atteindre 400 000 \$, TVH incluse.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur *[à remplir par le soumissionnaire]*

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement – Autorisation de tâches individuelles

L'entrepreneur sera payé pour les travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) autorisée, conformément à la base de paiement à l'annexe B.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT autorisée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiqué dans l'AT autorisée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT autorisée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de 2 400 000 \$ pour EN438-189002/001/KIN et 1 600 000 \$ pour EN438-189002/002/KIN. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.3 Paiements progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b. le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
 - c. la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - d. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'article sera complété et livré si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

7.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

[Le Canada insérera de l'information au l'attribution du contrat]

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.7.5 T1204 – demande directe du ministère client

Clause du *Guide des CCUA* A9117C (2007-11-30), T1204 – demande directe du ministère client

7.7.6 Vérification du temps

Clause du *Guide des CCUA* C0711C (2008-05-12), Vérification du temps

7.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses;
- d. les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata;
- e. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
 - c. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
 3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au l'autorité administrative du projet identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

L'autorité administrative du projet fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4007(2010-08-16), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales [2035](#) (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- h) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____. [Le Canada insérera de l'information au l'attribution du contrat]

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.14 Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports toutes les deux semaines, en format électronique, sur l'avancement des travaux, au l'autorité administrative du projet.

2. Le rapport périodique doit comporter trois parties :

- a. Partie 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :

- i. Le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
- ii. Le projet respecte-t-il le budget prévu?
- iii. Le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- b. Partie 2 : Un rapport narratif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au l'autorité administrative du projet d'évaluer l'avancement des travaux, contenant au minimum :

- i. Une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclu, au besoin, afin de décrire l'avancement des travaux.
- ii. Une explication de tout écart par rapport au plan de travail.
- iii. Une description des voyages ou conférences relatifs au contrat durant la période visée par le rapport.
- iv. Une description de tout équipement important acheté ou construit durant la période visée par le rapport.

- c. Partie 3 : Le « Formulaire de projet de contrat et de rapport », [PWGSC-TPSGC 9143](#), (ou autre formulaire équivalent jugé acceptable par l'autorité administrative du projet) montrant les éléments suivants :

- i. Les dépenses réelles et prévues, sur une base mensuelle, pour la période visée. (Les dépenses doivent être présentées par mois et par tâche.)

- ii. L'avancement des travaux en fonction du projet de contrat original de l'entrepreneur (les directives servant à indiquer ce qui précède sur le projet de contrat sont présentées en détail à l'appendice C à l'annexe « A » ci-jointe). Le formulaire servira de base pour la planification et l'estimation du coût des travaux et faire rapport de l'avancement et des coûts réels comparativement au plan lors de l'exécution du contrat.

7.15 Ébauche de rapport final – détails

L'entrepreneur doit fournir une ébauche du rapport final en format électronique au l'autorité administrative du projet pour son approbation le ou avant le date prévue dans le groupe des autorisations de tâches. Ce rapport doit couvrir de façon détaillée toutes les facettes des travaux et comporter suffisamment de dessins, d'esquisses et de photographies, ainsi qu'un exposé des problèmes et des succès liés à la réalisation des travaux afin de faciliter l'évaluation complète et précise des travaux par le l'autorité administrative du projet. Le rapport doit être rédigé conformément à de bonnes pratiques professionnelles et d'ingénierie et comprendre, au minimum, les éléments suivants : une page titre, une table des matières, un résumé, une introduction, un exposé technique accompagné des conclusions et, selon le cas, des graphiques, tableaux et figures à l'appui.

7.16 Inspection et acceptation

Le gestionnaire du projet du ministère de la Défense nationale sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.17 Clauses du Guide des CCUA

Clause du *Guide des CCUA* A0285C (2007-05-25), Indemnisation des accidents du travail
Clause du *Guide des CCUA* A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

7.18 Entente de non-divulgation

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgation, incluse à l'annexe F, remplie et signée et l'envoyer au l'autorité administrative du projet avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Vulnérabilité de l'eau potable et protection des sources d'eau dans diverses installations du MDN

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le ministère de la Défense nationale (MDN) a un besoin pour un maximum de deux (2) entrepreneurs pour réaliser des études sur la vulnérabilité de l'eau potable et la protection des sources d'eau (VEPPSE) pour l'approvisionnement en eau dans diverses installations du MDN partout au Canada.
- 1.2. Les installations du MDN peuvent comprendre, sans pour autant s'y limiter, des bases de l'Armée de terre et de la marine, des bases de soutien opérationnel et des escadres de l'Aviation, des détachements et des champs de tir. Les entrepreneurs peuvent réaliser les travaux à l'intérieur ou à proximité des installations du MDN.

2. OBJECTIFS

- 2.1. Pour compléter les évaluations de la vulnérabilité conformément au document de Santé Canada (SC) intitulé *Conseils pour un approvisionnement en eau potable salubre dans les secteurs de compétence fédérale* (Version 2, mai 2013 ou la plus récente version) (Conseils de SC), complémenté par les Règles techniques sur les rapports d'évaluation du directeur de la *Loi sur l'eau saine de l'Ontario* (les Règles techniques) (mars 2017 ou la plus récente version) et complémenté par la Comprehensive Drinking Water Source-to-Tap Assessment Guidance de la Colombie-Britannique (C.-B. 2010);
- 2.2. Pour compléter les analyses chimiques de base, y compris une évaluation de la qualité microbiologique, conformément aux Conseils de SC (y compris l'analyse de tous les contaminants préoccupants sans se limiter à ceux compris dans les Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada de Santé Canada [RQEPC]);
- 2.3. Pour élaborer des programmes de surveillance et des approches de gestion des risques propres aux sites du MDN pour l'approvisionnement en eau potable, conformément aux Conseils de SC en se fondant sur les résultats des évaluations de la vulnérabilité et des analyses chimiques de base.

3. CONTEXTE

- 3.1. Certaines installations du MDN ne sont pas desservies par des services municipaux d'approvisionnement en eau potable. L'eau potable pour ces installations est obtenue et fournie par le MDN.
- 3.2. L'eau de source de ces installations est tirée de puits d'eau souterrains ou de prises d'eau de surface et les réserves d'eau potable peuvent comprendre une combinaison de réservoirs et de systèmes de traitement et de distribution.
- 3.3. Les employés, les résidents et les visiteurs de ces installations du MDN comptent sur le MDN pour leur fournir de l'eau potable et, dans certains cas, le MDN fournit également de l'eau potable dans les villages voisins.

- 3.4. Le Code canadien du travail (alinéa 125[1] j) de la partie II) exige que les employeurs fédéraux fournissent de l'eau potable aux employés conformément aux normes prescrites.
- 3.5. Le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail prescrit les Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada (RQEPC) comme étant ces normes.
- 3.6. Santé Canada fournit des conseils sur la façon de mettre en œuvre les RQEPC dans les installations fédérales dans le document intitulé Conseils pour un approvisionnement en eau potable salubre dans les secteurs de compétence fédérale (Version 2, mai 2013) (Conseils de SC).
- 3.7. Les Conseils de SC décrivent l'approche à barrières multiples pour de l'eau potable qui est le concept global du document. Selon ce concept, un système d'eau potable se compose de trois (3) principaux éléments (la source d'eau, le système de traitement, et le système de distribution) et, pour chacune de ces composantes des mesures peuvent être prises pour éviter ou réduire les risques de contamination avant qu'elle ne se produise afin de réduire les risques pour la santé publique et de préserver la viabilité à long terme de l'approvisionnement en eau.
- 3.8. Des renseignements supplémentaires sur l'approche à barrières multiples sont fournis par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) dans les documents intitulés De la source au robinet : L'approche à barrières multiples (CCME, 2002), et Guide d'application de l'approche à barrières multiples pour une eau potable saine (CCME, 2004).
- 3.9. Selon les Conseils de Santé Canada, des programmes et approches de surveillance de gestion des risques et de protection de la santé publique devraient être élaborés pour les systèmes d'eau potable fédéraux en se fondant sur les résultats 1) des évaluations des vulnérabilités; 2) d'analyses chimiques de base (y compris l'analyse de tous les contaminants préoccupants ne se limitent pas à ceux inclus dans les RQEPC); et 3) d'enquêtes sanitaires. (Remarque : Les enquêtes sanitaires ne font pas partie de ce contrat, comme elles seront entreprises dans le cadre d'une étude distincte.)

4. LIGNES DIRECTRICES, NORMES ET CADRE

- 4.1. Les évaluations de vulnérabilité et analyses chimiques de base doivent être exécutées et les programmes de surveillance et approches de gestion des risques propres à chaque site doivent être élaborés conformément aux Conseils de SC. (Remarque : Les analyses chimiques de base doivent inclure une analyse de tous les contaminants préoccupants ne se limitant pas à ceux inclus dans les RQEPC.)
- 4.2. Comme les Conseils de SC ne fournissent pas de méthodes spécifiques pour remplir certains aspects des évaluations de vulnérabilité, celles-ci doivent être réalisées à l'aide des Règles techniques sur les rapports d'évaluation du directeur de la *Loi sur l'eau saine* de l'Ontario (les Règles techniques) (mars 2017 ou la plus récente version) à titre d'orientation supplémentaire, tel que décrit à l'annexe A. Les Règles techniques ont été choisies comme orientation supplémentaire pour favoriser l'uniformité entre les études effectuées pour les installations situées dans les diverses provinces et divers territoires et par divers entrepreneurs.
- 4.3. L'identification des activités susceptibles de présenter des menaces à la qualité de l'eau potable doit être entreprise en tenant compte : 1) des menaces à l'eau potable énumérées dans le *Règlement de l'Ontario 287/07* de la *Loi sur l'eau saine* (tel que modifié); 2) des activités potentiellement contaminantes énumérées dans le *Règlement de l'Ontario 153/04* de la *Loi sur la protection de l'environnement* (tel que modifié); 3) des activités d'entraînement militaire non

incluses dans les mesures précédentes; 4) des sources de substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyl (PFA) non incluses dans les mesures précédentes; 5) des eaux souterraines sous l'influence directe des eaux de surface (ESIDES) telles que définies dans Santé Canada (2013); 6) des sources possibles de contamination associés au système de distribution, y compris les sources de contaminants reliées directement au système de distribution (p. ex. liquides de nettoyage, glycol pour les systèmes de chauffage central), des pressions négatives dans les conduites de distribution qui pourraient permettre l'entrée de contaminants dans le système, et des matériaux de construction; 7) de l'érosion et de la sédimentation; 8) de l'intrusion d'eau salée; 9) et toute autre source potentielle de contamination.

4.4. Le classement des menaces prescrites à l'eau potable énumérées dans le *Règlement de l'Ontario 287/07* doit être réalisé en tenant compte du Tableau des menaces à l'eau potable : *Loi sur l'eau saine* (2017 ou version la plus récente).

4.5. Les données analytiques sur la qualité des eaux souterraines et de surface doivent être comparées aux données suivantes :

- a. Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada — Tableau résumé (février 2017 ou version la plus récente);
- b. Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada — Documents techniques (versions les plus récentes);
- c. Critères provinciaux de qualité de l'eau potable applicables à la province dans laquelle se trouvent les installations du MDN (versions les plus récentes);
- d. Valeur recommandée pour l'eau potable de Santé Canada RDX (2013 ou version la plus récente);
- e. Valeur recommandée pour l'eau potable de Santé Canada HMX (2011 ou version la plus récente);
- f. Valeur recommandée pour l'eau potable de Santé Canada perchlorates (2013 ou version la plus récente);
- g. Parlons d'eau — Les valeurs préliminaires — Substances perfluoroalkyliques dans l'eau potable (2017 ou version la plus récente);
- h. Tout autre critère d'eau potable disponible de Santé Canada;
- i. Les conseils provisoires aux ministères gardiens fédéraux pour la gestion des sites contaminés fédéraux contenant du sulfonate de perfluorooctane (SPFO) et d'autres substances d'akyle perfluoré et polyfluoré (SPFA), Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF), avril 2018. (ou la version la plus récente);
- j. Lorsque les critères d'eau potable ne sont pas fournis dans ce qui précède :
 - o United States Environmental Protection Agency (US EPA) Drinking Water Standards and Health Advisories - Energetic Materials and Perchlorates;
 - o US EPA Energetic Materials and Perchlorate – Technical Fact Sheets (RDX, TNT, DNT, HMX, perchlorate);
 - o Critères d'autres administrations, le cas échéant.

4.6. L'échantillonnage et l'analyse des eaux souterraines et de surface, l'installation de puits de surveillance, et toute autre activité d'enquête sur le terrain réalisée pour la collecte de données ou de renseignements devant être pris en considération par les études sur la VEPPSE doivent être réalisées conformément à ce qui suit :

- a. Le Guide sur la caractérisation environnementale des sites dans le cadre de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME, 2016)
 - o Volume 1 : Orientations;

- o Volume 2 : Listes de contrôle;
 - o Volume 3 : Modes opératoires recommandés;
 - o Volume 4 : Méthodes d'analyse;
 - b. Le document du ministère de l'Environnement de l'Ontario intitulé Practices for the Collection and Handling of Drinking Water Samples (Pratiques de collecte et de manutention des échantillons d'eau potable) (version 2.0, 2009, ou version la plus récente).
- 4.7. En cas de conflit entre les documents de référence énumérés ci-dessus et le contenu du présent énoncé de travail (ÉT), l'entrepreneur doit discuter avec le MDN pour déterminer lequel a préséance.
- 4.8. Si des versions plus récentes des documents de référence énumérés ci-dessus deviennent disponibles au cours de la période du contrat, elles doivent avoir préséance sur ceux qui sont énumérés ci-dessus.
- 4.9. Des directives supplémentaires sur la réalisation des études sur la VEPPSE sont fournies par le Ministry of Healthy Living and Sport (ministère de la Vie saine et du Sport) (C.-B., 2010) du gouvernement de la Colombie-Britannique (C.-B.) (2010), dans le document intitulé « Comprehensive Drinking Water Source-to-Tap Assessment Guideline » (Lignes directrices exhaustives pour l'évaluation de l'eau potable de la source au robinet). Des approches de rechange tirées de ces lignes directrices pour utilisation dans le cadre de ce contrat, y compris la justification pour leur utilisation, doivent être présentées dans les plans de travail et approuvées par le MDN.
- 4.10. Les caractérisations et évaluations doivent s'appuyer sur des hypothèses et des approches conservatrices, de sorte que l'incertitude ou l'insuffisance de renseignements ne nuisent pas à l'identification de questions ou de menaces potentiellement importantes.

5. DESCRIPTION DES SERVICES

- 5.1. Pour chaque source d'eau, la portée de l'étude de la VEPPSE à être réalisée par l'entrepreneur doit comprendre les affectations 1, 2, et 3 comme décrites aux articles 6, 7 et 8 ci-dessous. À moins d'indication contraire, les affectations 2 et 3 doivent être réalisées dans le cadre de la même commande subséquente.
- 5.2. Dans le présent document, et dans les rapports, portée des travaux et tout autre document devant être préparé par l'entrepreneur :
- 5.2.1. les termes « base », « escadre », et « installation » renvoient au terrain dans les limites de la propriété du MDN;
 - 5.2.2. le terme « site » désigne la zone géographique considérée par l'étude de la VEPPSE (qui, dans la plupart des cas, comprend la base, l'escadre, ou l'installation, et les aires de protection des bassins hydrographiques, zones de capture et têtes de puits [APTP/périmètres de protection de prise d'eau (PPPE) associés à l'approvisionnement en eau]).

6. AFFECTATION 1 : ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ

- 6.1. L'affectation 1 comprend la réalisation de l'évaluation de la vulnérabilité fondée sur un examen de bureau et d'une visite du site tel que décrits ci-dessous.
- 6.2. Examen et résumé des documents

- 6.2.1. Examen des documents et d'autres sources d'information pertinentes au site, ainsi que les objectifs de l'étude de la VEPPSE qui sont raisonnablement disponibles pour examen dans les délais du projet. Le projet ne devrait pas être retardé en raison de l'omission du MDN de produire les documents demandés dans un délai raisonnable. Examen des documents et d'autres sources d'information, y compris [mais sans s'y limiter] :
- 6.2.1.1. Les plans de la base, de l'escadre ou des installations;
 - 6.2.1.2. Cartes/cartes de la base/plans/bases de données relatives à la topographie, la géologie [morts-terrains/substratum] et l'hydrogéologie [p. ex. profondeurs/élévations les des aquifères, aquitards et nappes phréatiques], emplacement des puits;
 - 6.2.1.3. Cartes/cartes de la base/plans/photos aériennes indiquant l'utilisation des terres [p. ex., agriculture, pâturage/aire de confinement du bétail, foresterie, carrières/mines, résidentiel, communauté, parc];
 - 6.2.1.4. Dossiers sur les puits et diagraphies de forage;
 - 6.2.1.5. Approvisionnement régional/municipal en eau, protection des têtes de puits et études sur la protection des eaux de source;
 - 6.2.1.6. Approvisionnement local en eau, protection des têtes de puits et études sur la protection des eaux de source;
 - 6.2.1.7. Enquêtes hydrogéologiques/hydrologiques et autres sources d'information;
 - 6.2.1.8. Rapports/catalogues/bases de données relatives au prélèvement d'eau et aux permis de prélèvement d'eau [PPE];
 - 6.2.1.9. Rapports/plans/schémas relatifs à la configuration, l'exploitation et l'utilisation de l'approvisionnement en eau, des systèmes de traitement, des réservoirs et des réseaux de distribution visés;
 - 6.2.1.10. Rapports/études/données de surveillance portant sur l'approvisionnement en eau, les systèmes de traitement, les réservoirs/systèmes de stockage et les réseaux de distribution visés;
 - 6.2.1.11. Plans d'action/d'intervention en cas d'urgence portant sur l'approvisionnement en eau, les systèmes de traitement, les réservoirs/systèmes de stockage et les réseaux de distribution visés, y compris les seuils de déclenchement et les mesures d'urgence/d'atténuation;
 - 6.2.1.12. Études sur les eaux souterraines sous l'influence directe des eaux de surface [ESIDES] portant sur les puits d'approvisionnement en eau visés;
 - 6.2.1.13. Tests de pompage sur les puits d'approvisionnement en eau visés;
 - 6.2.1.14. Rapports sur la configuration, l'exploitation et l'utilisation des systèmes d'élimination/de traitement des eaux usées, des eaux pluviales/résiduelles, des systèmes de fosses septiques, des égouts pluviaux et sanitaires et des milieux récepteurs;

6.2.1.15. Rapports de surveillance/d'étude/de données relatives aux systèmes d'élimination/de traitement des eaux usées, des eaux pluviales/résiduelles, des systèmes de fosses septiques, des égouts pluviaux et sanitaires et des milieux récepteurs;

6.2.1.16. Rapports/catalogues/bases de données relatifs aux activités potentiellement contaminantes [APC] et aux conditions dans les APTP/PPPE, ou dans d'autres zones vulnérables, y compris [mais sans s'y limiter] :

- a. décharges/sites d'enfouissement des déchets;
- b. déversements;
- c. utilisation/entreposage des mousses extinctrices et autres sources potentielles de substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyl [SPFA];
- d. utilisation/entreposage/élimination des matières dangereuses [p. ex., les engrais, les pesticides, les solvants];
- e. stockage de carburant [p. ex. réservoirs de stockage de surface/souterrains];
- f. dégivrage d'aéronefs [utilisation/stockage de produits chimiques/le stockage, gestion du ruissellement];
- g. dégivrage de voies de circulation [utilisation/stockage de produits chimiques/le stockage, gestion du ruissellement];
- h. stockage de la neige;
- i. fabrication;
- j. l'extraction/le raffinage minier;
- k. bandes d'atterrissage et hangars;
- l. entreposage/entretien de véhicules;
- m. jetées, quais et activités portuaires;
- n. cours de triage/voies ferrées;
- o. fabrication de produits métalliques;
- p. cours de récupération;
- q. usines de gazéification du charbon;
- r. production de pétrole;
- s. pipelines;
- t. nettoyage à sec;
- u. traitement/préservation du bois;
- v. zones/milieux contaminés;
- w. activités d'entraînement militaire, champs de tir; zones d'utilisation/d'entreposage/d'élimination des munitions/explosifs;
- x. sources possibles de contamination associée au système de distribution, y compris les sources de contaminants reliées directement au système de distribution, pression négative dans les conduites de distribution et matériaux de construction;
- y. érosion et sédimentation;
- z. intrusion d'eau salée;

6.2.1.17. Évaluations environnementales des sites (EES) des phase I/II/III et évaluations des risques dans les APTP/PPPE ou autres zones vulnérables;

6.2.2. En raison de leur persistance et de leur mobilité dans l'environnement, les sources potentielles de SPFA situées à l'extérieur des zones vulnérables et en haut de pente de l'approvisionnement en eau doivent être identifiées en tant que menaces pour la qualité de l'eau.

6.2.3. Pour les documents pertinents et les autres sources de renseignements examinés, énumérer, référencer et résumer (sous forme de tableau ou autrement) les éléments suivants (au minimum) :

- a. Auteur :
- b. Date de publication;
- c. Titre :
- d. Source (p. ex., MDN, officier environnemental de la base, site Web, bibliothèque);
- e. Brève déclaration indiquant sa pertinence à l'égard de l'étude de la VEPPSE/le type de données et d'information qu'il contient relativement à l'étude de la VEPPSE;
- f. Renvoi à la section/tableau/annexe du rapport de l'étude de la VEPPSE où les données pertinentes sont/seront compilées et les renseignements pertinents sont/seront présentés et abordés.

6.3. Visite des lieux

6.3.1. Effectuer une visite des lieux, y compris des réunions/discussions avec les officiers environnementaux des installations, les officiers des opérations immobilières, les technicien – eau, produits pétroliers et environnement (TEPPE), les spécialistes du SIG, ainsi que toute autre question d'ordre personnel, afin :

- 6.3.1.1. d'obtenir des documents, des dossiers, des bases de données, des rapports et d'autres sources d'information pertinentes à l'étude de la VEPPSE (y compris, mais sans s'y limiter, ceux figurant à la section 6.2);
- 6.3.1.2. Vérifier les emplacements et les configurations de systèmes d'approvisionnement en eau, y compris puits d'approvisionnement en eau, les prises d'eau de surface, les réservoirs et les systèmes de traitement et de distribution;
- 6.3.1.3. Vérifier les usages des approvisionnements en eau (p. ex., nombre et types d'utilisateurs, taux d'utilisation, taux de pompage);
- 6.3.1.4. Caractériser les programmes de surveillance des puits d'approvisionnement en eau, des prises d'eau de surface, des réservoirs, des systèmes de traitement (eaux brutes et traitées) et des systèmes de distribution, notamment : puits/emplacements surveillés, paramètres physiques mesurés (p. ex., niveaux d'eau, débit, pression dans les conduites de distribution) et les paramètres chimiques mesurés;
- 6.3.1.5. Décrire les plans d'action/d'intervention d'urgence relatifs à l'approvisionnement en eau, aux réservoirs, aux systèmes de traitement et de distribution, y compris les seuils de déclenchement et les mesures d'urgence/d'atténuation;
- 6.3.1.6. Décrire le système de collecte et de gestion des eaux pluviales, y compris l'emplacement des puisards, des égouts et des émissaires d'évacuation;
- 6.3.1.7. Décrire le système de traitement/gestion des eaux d'égout, y compris l'emplacement des égouts, des installations de traitement et des émissaires d'évacuation;

-
- 6.3.1.8. Indiquer les activités susceptibles de présenter une menace à la qualité de l'eau potable dans les APTP/PPPE et autres zones vulnérables;
- 6.3.1.9. Recueillir des renseignements anecdotiques concernant les déversements, l'utilisation de matières dangereuses et autres activités susceptibles de poser une menace à la qualité de l'eau potable dans le APTP/PPPE et autres zones vulnérables;
- 6.3.1.10. Recueillir des renseignements anecdotiques au sujet de menaces à la quantité d'eau potable, y compris les enjeux historiques ou actuels relatifs à la quantité d'eau;
- 6.3.1.11. Vérifier les renseignements obtenus au cours de l'examen de la documentation (au besoin);
- 6.3.1.12. Prendre des mesures et recueillir des données connues comme étant absentes/non disponibles, mais identifiées (au moment de la visite des lieux) comme étant nécessaires pour l'étude de la VEPPSE (p. ex., les niveaux d'eau et autres données hydrogéologiques nécessaires pour la modélisation);
- 6.3.1.13. Obtenir toute autre information pertinente ou nécessaire pour l'étude de la VEPPSE.
- 6.3.2. Avant la visite des lieux, préparer l'itinéraire, y compris les objectifs, les renseignements demandés et l'horaire, pour distribution et examen par le MDN et le personnel de la base, de l'escadre ou de l'installation.
- 6.3.3. Résumer (sous forme de tableau ou autrement) les éléments suivants (au minimum) :
- 6.3.3.1. Les détails de la visite des lieux (la date et l'heure, les conditions météorologiques, les membres du personnel de l'entrepreneur qui ont réalisé la visite des lieux, les employés de la base, de l'escadre ou de l'installation interviewés pendant la visite des lieux, les employés du MDN et de SPAC qui ont participé à la visite des lieux, les limitations en matière d'accès [ou autres]);
- 6.3.3.2. Les observations et les renseignements anecdotiques obtenus au cours de la visite des lieux, y compris :
- 6.3.3.2.1. Description/aperçu des observations faites/de l'information anecdotique obtenue;
- 6.3.3.2.2. Renvoi à la section/tableau/annexe du rapport de l'étude de la VEPPSE où des détails supplémentaires concernant les observations/renseignements anecdotiques sont/seront présentés.
- 6.4. Caractérisation de l'approvisionnement en eau et des systèmes de traitement et de distribution
- 6.4.1. Caractériser les systèmes d'approvisionnement en eau potable. Au minimum, la caractérisation doit être réalisée conformément aux *Règles techniques de caractérisation de système* (annexe A), sauf indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.
- 6.5. Caractérisation du programme de surveillance de l'approvisionnement en eau, des seuils de déclenchement, des plans de contingence et des plans d'urgence actuels

- 6.5.1. Décrire et résumer (sous forme de tableau ou autrement) les plans de surveillance des puits d'approvisionnement en eau, des prises d'eau de surface, des réservoirs, des systèmes de traitement (eaux brutes et traitées) et des systèmes de distribution, notamment les puits/emplacements de surveillance, les paramètres physiques mesurés (p. ex., niveaux d'eau, débit, pression dans les conduites de distribution) et les paramètres chimiques mesurés.
- 6.5.2. Décrire et résumer (sous forme de tableau ou autrement) les plans d'action/d'intervention d'urgence actuels relativement à l'approvisionnement en eau, aux réservoirs et aux systèmes de traitement et de distribution, y compris les seuils de déclenchement et les mesures de contingence/d'atténuation.
- 6.5.3. Les puits/emplacements surveillés doivent être indiqués sur le plan du site et le schéma du système d'approvisionnement en eau.

6.6. Caractérisation du bassin hydrographique

- 6.6.1. Caractériser le bassin hydrographique à l'intérieur duquel se trouvent les prises d'eau des puits d'eau souterraine ou de surface. Au minimum, la caractérisation doit être réalisée conformément aux *Règles techniques de caractérisation de bassin hydrographique* (annexe A), sauf indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.

6.7. Bilan hydrologique conceptuel

- 6.7.1. Préparer des bilans hydrologiques conceptuels. Au minimum, les bilans hydrologiques doivent être préparés conformément aux *Règles techniques de bilan hydrologique* (annexe A), sauf indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.

6.8. Bilan hydrologique, niveaux de stress et identification des menaces à la quantité d'eau

- 6.8.1. Préparer un bilan hydrologique de premier palier, attribuer les niveaux de stress et identifier les niveaux de stress modérés et importants et les menaces possibles à la quantité d'eau. Au minimum, les bilans hydrologiques doivent être préparés et les niveaux de stress, attribués conformément aux *Règles techniques des bilans hydrologiques*, niveaux de stress et identification des menaces éventuelles à la quantité d'eau de premier pallier (annexe A), sauf indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.

6.9. Délimitation des zones vulnérables

- 6.9.1. Identifier et délimiter les zones de vulnérabilité grande, moyenne et faible des eaux souterraines, et identifier et délimiter les aquifères, grandes zones de recharge des eaux souterraines et périmètres de protection des têtes de puits à risque important conformément aux *Règles techniques de délimitation des zones vulnérables — Eaux souterraines* (annexe A), à moins d'indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.
- 6.9.2. Délimiter les périmètres de protection des prises d'eau de surface conformément aux *Règles techniques de délimitation des zones vulnérables — Eaux de surface* (annexe A), sauf indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.

6.9.3. Les zones de vulnérabilité grande, moyenne ou faible et la vulnérabilité aux eaux souterraines basses doivent être indiquées sur les plans et cartes, ainsi que les endroits et les limites des zones vulnérables, y compris les périmètres de protection des prises d'eau de surface, les aquifères très vulnérables et les grandes zones de recharge des eaux souterraines.

6.9.4. Lorsqu'une modélisation est réalisée pour identifier et délimiter les zones vulnérables :

- a. il faut éviter les modèles « boîte noire » dans la mesure du possible;
- b. les modèles doivent être clairement mentionnés et décrits, y compris la présentation de chaque équation utilisée et la détermination des paramètres d'entrée et de sortie;
- c. pour chaque valeur d'intrant postulée et utilisée, on doit en justifier l'utilisation et inclure sa source (si possible, sous forme de tableau [de préférence]);
- d. les données d'entrée et de sortie doivent être clairement étiquetées et présentées;
- e. les exemples de calculs doivent être présentés;
- f. ce qui précède doit être présenté de façon à ce que les résultats de la modélisation puissent être reproduits.

6.10. Évaluation des enjeux en matière de quantité d'eau

6.10.1. Compiler les données sur la qualité de l'eau rassemblées au cours des cinq (5) dernières années pour les puits d'approvisionnement en eau et les prises d'eau de surface (pour les eaux brutes et traitées), ainsi que les puits/emplacements de surveillance connexes, et comparer les critères de qualité de l'eau potable (conformément à la section 4.5).

6.10.2. Identifier et décrire les enjeux en matière de quantité d'eau conformément aux *Règles techniques d'évaluation des enjeux en matière de quantité d'eau* (annexe A), à moins d'indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.

6.10.3. Pour les enjeux en matière de qualité d'eau associés à des causes anthropogéniques, énumérer et résumer les éléments suivants (en format de tableaux avec texte supplémentaire si nécessaire) :

- a. nom/n° d'identification de l'enjeu;
- b. brève description de l'enjeu;
- c. le contaminant auquel se rapporte l'enjeu;
- d. le puits d'approvisionnement en eau/prise d'eau de surface (et les puits/emplacements de surveillance connexes) où l'enjeu a été détecté;
- e. le domaine contribuant à l'enjeu;
- f. les menaces à l'eau potable susceptibles de contribuer à l'enjeu.

6.10.4. Pour les enjeux en matière de qualité d'eau qui ne sont pas associés à des causes anthropogéniques, énumérer et résumer les éléments suivants (en format de tableaux avec texte supplémentaire si nécessaire) :

- a. nom/n° d'identification de l'enjeu;
- b. brève description de l'enjeu;
- c. paramètre auquel se rapporte l'enjeu;
- d. puits d'approvisionnement en eau/prise d'eau de surface (et les puits/emplacements de surveillance connexes) où l'enjeu a été détecté;

e. cause/source possible de l'enjeu (p. ex. dans la gamme des conditions naturelles).

6.10.5. Les emplacements et les limites des domaines « contribuant à l'enjeu » et « les menaces à l'eau potable susceptibles de contribuer aux paramètres de préoccupation » par rapport aux aires de protection des têtes de puits, aux périmètres de protection des prises d'eau de surface et aux autres zones vulnérables doivent être indiqués sur les plans/cartes.

6.11. Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau

Activités

6.11.1. Indiquer les activités dans les zones de protection des têtes de puits, les périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables susceptibles de poser des menaces à la qualité de l'eau potable et les classer comme présentant des menaces importantes, moyennes ou faibles conformément aux Règles techniques d'évaluation et de classement des menaces à la qualité de l'eau – Activités (annexe A), à moins d'indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur.

6.11.2. Pour les activités prescrites à titre de menaces à l'eau potable conformément au Règl. de l'Ont. 287/07, énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau et à l'aide de texte supplémentaire si nécessaire) :

- a. Nom/numéro d'identification de la menace prescrite;
- b. Brève description de la menace;
- c. les circonstances connexes prises en considération dans son classement à titre de menace importante, modérée ou faible à l'eau potable conformément au Tableau des menaces pour l'eau potable : *Loi sur l'eau saine* (2017) du ministère de l'Environnement de l'Ontario, notamment :
 - o la sous-catégorie de menace;
 - o les circonstances de la quantité de produit chimique;
 - o les aires de protection des têtes de puits, périmètres de protection des prises d'eau de surface ou autres zones vulnérables où se situe la menace;
 - o les cotes de vulnérabilité des aires de protection des têtes de puits, périmètres de protection des prises d'eau de surface ou autres zones vulnérables;
 - o les contaminants préoccupants liés à la menace;
 - o toute autre circonstance pertinente;
- d. le classement de la menace (c.-à-d., importante, modérée ou faible).

6.11.3. Pour les activités autres que celles prescrites conformément au Règl. de l'Ont. 287/07, énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau et à l'aide de texte supplémentaire si nécessaire) :

- a. Le nom/numéro d'identification de la menace;
- b. une brève description de la menace;
- c. les circonstances connexes considérées dans leur classement comme risque important, modéré ou faible pour l'eau potable, y compris :
 - o les contaminants préoccupants liés à la menace;

- la cote de danger du produit chimique et les cotes/pondérations connexes de :
 - toxicité;
 - répercussions environnementales;
 - quantité;
 - méthode de diffusion;
 - type de zone vulnérable;
- la cote de danger et les cotes/pondérations connexes de :
 - fréquence de la présence de pathogènes associés à l'activité;
 - méthode de diffusion;
 - type de zone vulnérable;
- les cotes de vulnérabilité des aires de protection des têtes de puits, périmètres de protection des prises d'eau de surface ou autres zones vulnérables;
- la cote de risque;
- toute autre circonstance pertinente;

d. le classement de la menace (c.-à-d., importante, modérée ou faible).

6.11.4. Les emplacements et les limites des activités identifiées comme posant des menaces importantes ou modérées pour la qualité de l'eau par rapport aux aires de protection des têtes de puits, périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables doivent être indiqués sur les plans/cartes à l'aide de symboles uniques pour chaque catégorie de classement de menace.

Conditions

6.11.5. Déterminer les conditions à l'intérieur des aires de protection des têtes de puits, des périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables susceptibles de poser des menaces à la qualité de l'eau potable (au sens de la partie XI.3 [article 126] des Règles techniques) et les classer comme étant des conditions importantes, modérées ou faibles conformément aux Règles techniques pour l'évaluation et le classement des menaces à la qualité de l'eau – Conditions (annexe A), à moins d'indication contraire de la part de l'entrepreneur.

6.11.6. Énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau et à l'aide de texte supplémentaire si nécessaire) :

- a. le nom/numéro d'identification de la condition;
- b. une brève description de la condition;
- c. les circonstances prises en considération dans son classement comme condition importante, modérée ou faible, y compris :
 - les contaminants préoccupants liés à la condition;
 - la cote de risque et la justification connexe;
 - les cotes de vulnérabilité des aires de protection des têtes de puits, périmètres de protection des prises d'eau de surface ou autres zones vulnérables;
 - la cote de risque;
 - toute autre circonstance pertinente;
- d. le classement de la condition (c.-à-d., importante, modérée ou faible).

6.11.7. Les emplacements et les limites des conditions identifiées comme étant des conditions importantes ou modérées par rapport aux aires de protection des têtes de puits,

périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables doivent être indiqués sur les plans/cartes à l'aide de symboles uniques pour chaque catégorie de classement de menace.

6.11.8. Toutes les données sur la qualité de l'eau prises en considération dans la détermination des conditions comme étant des menaces doivent être compilées et comparées aux critères de qualité de l'eau applicables et présentées en annexe du rapport de l'étude de la VEPPSE.

6.12. Sommaire des menaces et des enjeux, des incertitudes et des lacunes dans les données, et recommandations

6.12.1. **Menaces à la quantité d'eau**

Énumérer et résumer (sous forme de tableau et à l'aide de texte supplémentaire si nécessaire) les menaces éventuelles à la quantité d'eau, les incertitudes/lacunes dans les données associées et les recommandations, y compris :

- 6.12.1.1. Le bassin hydrographique/aquifère auquel se rapporte la menace éventuelle;
- 6.12.1.2. Une brève description de la menace éventuelle;
- 6.12.1.3. Le niveau de stress de l'eau de surface/souterraine (en fonction d'un bilan hydrologique de premier palier);
- 6.12.1.4. Autres ensemble de données probantes indiquant une menace éventuelle (p. ex., les tendances des niveaux d'eau, l'information anecdotique);
- 6.12.1.5. Les incertitudes/lacunes dans les données associées à la menace éventuelle;
- 6.12.1.6. Incidence de chaque incertitude/lacune dans les données sur la capacité de formuler des recommandations pour aborder la menace éventuelle;
- 6.12.1.7. Recommandations pour les activités de collecte de données sur place (devant être réalisées pendant l'affectation 2) pour aborder les incertitudes/lacunes dans les données qui ont une incidence sur la capacité de formuler des recommandations pour aborder la menace éventuelle;
- 6.12.1.8. Mesures recommandées pour aborder une menace éventuelle (devant être incorporées à l'affectation 3).

6.12.2. **Enjeux relatifs à la qualité de l'eau**

Énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau et à l'aide de texte supplémentaire si nécessaire) :

- 6.12.2.1. Les enjeux relatifs à la qualité de l'eau, à la fois ceux qui sont associés et qui ne sont pas associés à des causes anthropogéniques, y compris :
 - a. le nom/numéro d'identification de l'enjeu;
 - b. une brève description de l'enjeu;
 - c. les contaminants/paramètre auxquels se rapporte l'enjeu;
 - d. les menaces/causes/sources susceptibles d'avoir contribué à l'enjeu;

- e. les traitements/mesures de gestion du risque (MGR) actuellement en place pour atténuer l'exposition aux récepteurs humains via l'eau potable;
- 6.12.2.2. Les incertitudes et lacunes dans les données associées à l'évaluation et à l'identification des enjeux relatifs à la qualité de l'eau (y compris, mais sans s'y limiter) :
- a. les « domaines contribuant à l'enjeu » qui n'ont pas été déterminés;
 - b. « les menaces à l'eau potable susceptibles d'avoir contribué à l'enjeu » qui n'ont pas été déterminées;
 - c. les paramètres qui devraient être inclus dans l'analyse chimique de base (ne se limitant pas à ceux inclus dans les RQEPC) et l'évaluation de la qualité microbiologique conformément aux Conseils de SC pour laquelle le puits d'approvisionnement/prise d'eau de surface (et les puits/emplacements de surveillance connexes) n'ont pas été analysés au cours des cinq (5) dernières années;
 - d. l'incertitude associée à la vérification des causes anthropogéniques (par opposition à des conditions naturelles);
 - e. l'incertitude associée à la qualité des données analytiques prises en considération, y compris leur représentativité des conditions actuelles;
 - f. l'incidence de chaque incertitude/lacune dans les données sur la capacité de formuler des recommandations pour aborder l'enjeu;
- 6.12.2.3. Recommandations pour les activités de collecte de données sur place (devant être réalisées pendant l'affectation 2) pour aborder les incertitudes/lacunes dans les données qui ont une incidence sur la capacité de formuler des recommandations pour aborder les enjeux, y compris (mais sans s'y limiter) :
- a. l'installation et l'échantillonnage de puits de surveillance/sentinelles supplémentaires (y compris les emplacements et les détails de construction);
 - b. l'identification et l'échantillonnage de points de contrôle de l'eau supplémentaires;
 - c. les paramètres devant être inclus dans l'analyse chimique de base et l'évaluation de la qualité microbiologique;
 - d. la caractérisation des conditions naturelles;
 - e. l'échantillonnage et l'analyse de vérification.
- 6.12.2.4. Traitement recommandé, MGR, ou surveillance pour aborder les enjeux (devant être incorporées à l'affectation 3).

6.12.3. **Menaces à la qualité de l'eau**

Énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau et à l'aide de texte supplémentaire si nécessaire) :

- 6.12.3.1. Menaces modérées et importantes à la qualité de l'eau, prescrites et non prescrites, y compris :
- a. le nom/numéro d'identification de la menace;
 - b. une brève description de la menace;
 - c. le classement de la menace;
 - d. les contaminants préoccupants liés à la menace;
 - e. les contaminants préoccupants non analysés dans des échantillons d'eau prélevés dans les puits d'approvisionnement/prises d'eau de surface (et les

puits/emplacements de surveillance connexes) au cours des cinq (5) dernières années;

6.12.3.2. Les incertitudes et lacunes dans les données associées à l'évaluation et à l'identification des menaces relatives à la qualité de l'eau (y compris, mais sans s'y limiter) :

- a. les contaminants préoccupants qui devraient être inclus dans l'analyse chimique de base (ne se limitant pas à ceux inclus dans les RQEPC) et l'évaluation de la qualité microbiologique conformément aux Conseils de SC pour laquelle le puits d'approvisionnement/prise d'eau de surface (et les puits/emplacements de surveillance connexes) n'ont pas été analysés au cours des cinq (5) dernières années;
- b. l'incertitude associée à la délimitation des zones vulnérables (p. ex. les hypothèses de modélisation);
- c. l'incertitude quant à savoir si les conditions identifiées comme posant des menaces sont représentatives des conditions actuelles;
- d. l'incidence de chaque incertitude/lacune dans les données sur la capacité de formuler des recommandations pour aborder la menace;

6.12.3.3. Recommandations pour les activités de collecte de données sur place (devant être réalisées pendant l'affectation 2) pour aborder les incertitudes/lacunes dans les données qui ont une incidence sur la capacité de formuler des recommandations pour aborder les menaces, y compris (mais sans s'y limiter) :

- a. l'installation, la surveillance et l'échantillonnage de puits de surveillance/sentinelle supplémentaires (y compris les emplacements et les détails de construction);
- b. l'identification, la surveillance et l'échantillonnage d'emplacements supplémentaires de surveillance de l'eau de surface;
- c. les essais de conductivité hydraulique ou de pompage;
- d. les paramètres devant être inclus dans l'analyse chimique de base et l'évaluation de la qualité microbiologique;
- e. l'échantillonnage et l'analyse de vérification;
- f. lorsqu'il est déterminé que des zones d'entraînement militaire, des champs de tir et des lieux d'utilisation/entreposage/élimination d'explosifs/munitions posent des menaces à la qualité de l'eau, les métaux, perchlorates, agents propulsifs et énergétique (p. ex. la nitroglycérine, TNT, RDX, HMX, 2,4—DNT, 2,6 — DNT, NC, NTO) doivent être inclus dans l'analyse chimique de base;
- g. lorsque l'utilisation/entreposage des mousses de lutte contre les incendies et autres sources potentielles de SAFP sont identifiés comme posant des menaces à la qualité de l'eau, la gamme complète de SAFP, y compris les précurseurs et les produits de dégradation, doivent être inclus dans l'analyse chimique de base;

6.12.3.4. MGR ou surveillance recommandées pour aborder des menaces éventuelles (devant être incorporées à l'affectation 3).

6.13. Plan de travail détaillé et estimation des coûts pour les affectations 2 et 3 :

6.13.1. Préparer un plan de travail détaillé et une estimation des coûts pour la réalisation des affectations 2 et 3 ensemble (à moins d'indication contraire dans la demande d'autorisation de tâches), tel qu'il est décrit à l'article 11.1.

- 6.13.2. Les entrepreneurs seront tenus de fournir une preuve de l'accréditation des laboratoires et doivent s'assurer que le laboratoire est en mesure de respecter les limites de détection qui sont inférieures ou égales aux critères applicables de qualité de l'eau (conformément à la section 4.5).

7. AFFECTATION 2 : ACTIVITÉS D'ENQUÊTE SUPPLÉMENTAIRES ET ANALYSE CHIMIQUE DE BASE

7.1. Affectation 2 comprend les éléments suivants :

- 7.1.1. L'exécution des recommandations pour aborder les lacunes dans les données et les incertitudes associées à l'évaluation de la vulnérabilité réalisée dans le cadre de l'affectation 1;
- 7.1.2. L'exécution des analyses chimiques de base, y compris l'évaluation de la qualité microbiologique, conformément aux Conseils de SC en tenant compte des résultats de l'affectation 1. (Remarque : Les analyses chimiques de base doivent inclure une analyse de tous les contaminants préoccupants ne se limitant pas à ceux inclus dans les RQEP.)

8. AFFECTATION 2 : PLAN DE SURVEILLANCE ET DE GESTION DES RISQUES DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

- 8.1. l'Affectation 3 consiste en l'élaboration d'un plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau conformément aux Conseils de SC (ou la mise à jour d'un plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau pour l'amener en conformité avec les Conseils de SC) en se fondant sur les résultats de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'analyse chimique de base, en combinaison avec les résultats des enquêtes sanitaires menées par l'Équipe verte du MDN dans le cadre d'une autre étude (où les résultats sont disponibles).
- 8.2. Des directives supplémentaires sur la surveillance et l'exécution de plans de gestion sont fournies par le Ministère des modes de vie sains et du sport (C.-B. 2010) du gouvernement de la Colombie-Britannique (BC), dans le document intitulé « Comprehensive Drinking Water Source-to-Tap Assessment Guidance » - Module 8.
- 8.3. Le plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau doit comprendre les éléments suivants (sans toutefois s'y limiter) :
- 8.3.1. plan de surveillance;
- les lieux d'échantillonnage
 - la fréquence de l'échantillonnage;
 - les paramètres d'analyse/de surveillance;
 - les procédures d'assurance/de contrôle de la qualité (AQ/CQ);
 - un renvoi aux protocoles d'échantillonnage;
 - les conditions et les échéanciers de fin de la surveillance des menaces, selon le cas;
- 8.3.2. seuils de déclenchement fondés sur les risques pour les principaux paramètres dans les lieux ciblés (p. ex. les puits de surveillance).

- 8.3.3. mesures de contingence/d'atténuation des risques à mettre en place lorsque les niveaux seuils sont dépassés (sur une base à plusieurs niveaux), y compris le niveau d'urgence et les délais d'intervention associés (immédiat [dans un délai de 3 mois], à court terme [1 an], à moyen terme [1 à 3 ans] et à long terme [3 ans et +]);
- 8.3.4. plan de gestion;
 - l'incorporation des renseignements essentiels du plus récent rapport d'optimisation du traitement de l'eau;
 - les activités de gestion à mettre en place lorsque les niveaux seuils sont dépassés;
 - l'élaboration d'un plan de communication pour les incidents;
 - les exigences en matière d'établissement de rapports;
 - les conditions et les échéanciers de fin du plan de gestion;
- 8.3.5. plan d'intervention d'urgence
- 8.3.6. recommandations pour le traitement de l'eau;
- 8.3.7. tableau des opérations pour la mise en œuvre du plan de surveillance, des niveaux de déclenchement, des mesures de contingence/d'atténuation, du plan de gestion et du plan d'intervention d'urgence (y compris les conditions et les échéanciers de fin des plans de surveillance et de gestion).

9. RAPPORTS/PRODUITS LIVRABLES

9.1. Plans de santé, de sécurité et de l'environnement

- 9.1.1. Préparer des plans de santé, de sécurité et de l'environnement (PSSE) propres aux projets et conformes à la partie II du *Code canadien du travail*, aux politiques de santé et sécurité du MDN, et à toutes les autres lois, règlements et exigences. La section « Environnement » du PSSE doit décrire les mesures qui permettront à l'entrepreneur de protéger l'eau de source contre les impacts potentiels pendant les activités sur le terrain (c.-à-d. les déversements de carburant des véhicules, le nettoyage de l'équipement pour utilisation aux puits d'approvisionnement en eau). Les PSSE doivent être signés par le personnel du projet et être transportés sur place.
- 9.1.2. Les PSSE individuels doivent être préparés pour la visite des lieux et les activités sur le terrain devant être réalisées dans le cadre de l'affectation 2.

9.2. Préparer un résumé de la visite des lieux conformément à la section 6.3.3 et aux sections pertinentes de la table des matières du rapport d'étude de la VEPPSE fournis à l'annexe B. Le résumé de la visite des lieux sera incorporé au rapport de la VEPPSE et devrait donc être prêt.

9.3. Préparer le Résumé d'examen des documents conformément à la section 6.2.2 et les articles pertinents de la table des matières du rapport de l'étude de la VEPPSE fournis à l'annexe B. Le Résumé d'examen des documents sera incorporé au rapport de l'étude de la VEPPSE et devrait donc être prêt.

9.4. Rapport de l'étude de la VEPPSE (ébauche et version finale)

- 9.4.1. Préparer le rapport de l'étude de la VEPPSE conformément à la table des matières fournie à l'annexe B, à moins qu'une mise à jour de la table des matières est fournie par

l'entrepreneur et acceptée par le MDN. Toutefois, les articles, tableaux, illustrations et annexes supplémentaires à ceux qui sont présentés à l'annexe B peuvent être inclus dans le rapport.

- 9.4.2. Le rapport préliminaire de l'étude de la VESSPE préparé à la fin de l'affectation 1 doit être incorporé au rapport approfondi de l'étude de la VESSPE dès la fin des affectations 2 et 3 par la mise à jour du rapport pour y intégrer les résultats des affectations 2 et 3, et devrait donc être prêt. Les mises à jour doivent inclure la présentation de données supplémentaires et des changements/modifications aux résultats, l'interprétation des résultats, les lacunes/incertitudes relatives aux données et les recommandations.

9.5. Plan de travail détaillé et estimation des coûts pour les affectations 2 et 3 :

- 9.5.1. Préparer le plan de travail détaillé et l'estimation des coûts des affectations 2 et 3, y compris les éléments requis en vertu de l'article 11.1.

9.6. Résumé des activités d'enquête sur place de l'affectation 2 :

- 9.6.1. À la fin des activités d'enquête sur place de l'affectation 2, préparer un résumé (y compris, mais sans s'y limiter) : les activités d'enquête réalisées, les écarts et les omissions du plan de travail détaillé et les raisons pour lesquelles ceux-ci se sont produits, les limites/restrictions/conditions susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité des résultats et la façon dont ceux-ci seront réglés, et toute autre observation sur le terrain ou information pertinente à l'étude.

9.7. Rapport technique sous forme de lettre sur les activités d'enquête supplémentaires et l'analyse chimique de base (affectation 2) (ébauche et version finale) :

- 9.7.1. Préparer un rapport technique sous forme de lettre résumant les objectifs, la méthodologie, les résultats/données et les conclusions des activités d'enquête supplémentaires et d'analyse chimique de base réalisées dans le cadre de l'affectation 2 (y compris les tableaux, les illustrations et les pièces jointes, selon le cas).
- 9.7.2. Le rapport technique sous forme de lettre doit être inclus en annexe du rapport d'étude approfondie de l'étude de la VEPPSE et être abordé et visé aux articles pertinents du texte principal du rapport de l'étude approfondie de la VEPPSE. Selon l'article 9.4.2, le rapport d'étude préliminaire de la VEPPSE doit être mis à jour pour incorporer les résultats de l'affectation 2 (résumé dans le rapport technique sous forme de lettre) et incorporé dans le rapport de l'étude approfondie de la VEPPSE.

9.8. Plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau (affectation 3) (ébauche et version finale)

- 9.8.1. Préparer un plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau conformément à la section 8.
- 9.8.2. Le plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau doit être inclus en annexe du rapport d'étude approfondie de l'étude de la VEPPSE et doit être préparé de manière à être extrait comme un rapport distinct et autonome. Selon l'article 9.4.2, le rapport d'étude préliminaire de la VEPPSE doit être mis à jour pour incorporer les résultats de l'affectation 3 (résumé dans le l'annexe) et incorporé dans le rapport de l'étude approfondie de la VEPPSE.

9.9. Calendrier de présentation des produits livrables

9.9.1. Les ébauches et versions finales des produits livrables doivent être soumises conformément au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Calendrier de présentation des produits livrables

Élément	Produit livrable/jalon	Format Final (Ébauches en version électronique seulement)	Calendrier provisoire
1-	Réunion de coup d'envoi	Téléconférence ou en personne (au MDN) si les représentants de la société se trouvent dans la région de la capitale nationale	1 à 2 semaines après octroi de l'AT
2-	Mises à jour et réunions sur les progrès	Mises à jour sur les progrès par courriel et réunions sur les progrès par téléconférence	Aux 2 semaines
3-	PSSE —Affectation 1	Version électronique au MDN à titre d'information seulement	1 semaine avant la visite des lieux (à titre d'info pour le MDN seulement)
4-	Résumé de la visite des lieux	Version électronique	2 semaines après la visite des lieux
5-	Résumé de l'examen des documents	Version électronique	4 semaines après la visite des lieux
6-	Rapport préliminaire de l'étude de la VEPPSE	2 copies papier 2 copies électroniques qui comprennent aussi des produits livrables du SIG et des dossiers autochtones	Ébauche : 5 mois après l'octroi de l'AT Examen par le MDN : 4 semaines Ébauche définitive : 1 semaine après la réception des commentaires du MDN sur le document évolutif Final : voir le rapport approfondi de l'étude de la VEPPSE

7-	Plan de travail détaillé et estimation des coûts pour les affectations 2 et 3 :	Version électronique	Ébauche : 5 mois après l'octroi de l'AT Examen par le MDN : 2 semaines Version définitive : 2 semaines après la réception des commentaires du MDN
8-	PSSE —Affectation 2	Version électronique au MDN à titre d'information seulement	1 semaine avant le début des activités d'enquête sur place de l'affectation 2
9-	Résumé des activités d'enquête sur place de l'affectation 2	Version électronique	2 jours ouvrables après la fin des activités d'enquête sur place de l'affectation 2
10-	Rapport technique sous forme de lettre sur les activités d'enquête supplémentaires et l'analyse chimique de base (affectation 2)	2 copies papier 2 copies électroniques qui comprennent aussi des produits livrables du SIG et des dossiers autochtones	Résultats d'analyse excédentaires pour l'eau de robinet ou les emplacements de prise d'eau brute : par courriel, au gestionnaire de projet du MDN dans les 24 heures suivant la réception des résultats d'analyse Ébauche : 4 mois après l'octroi de l'AT pour les affectations 2/3 Examen par le MDN : 4 semaines Ébauche définitive : 1 semaine après la réception des commentaires du MDN Final : voir le rapport approfondi de l'étude de la VEPPSE
11-	Plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau	2 copies papier 2 copies électroniques qui comprennent aussi des produits livrables du SIG et des dossiers autochtones	Ébauche : 4,5 mois après l'octroi de l'AT pour les affectations 2/3 Examen par le MDN : 3 semaines Ébauche définitive : 2 semaines après la réception des commentaires du MDN Final : voir le rapport approfondi de l'étude de la VEPPSE
12-	Rapport approfondi de l'étude de la VEPPSE	2 copies papier 2 copies électroniques qui comprennent aussi des produits livrables du SIG et des fichiers	Ébauche : 4,5 mois après l'octroi de l'AT Examen par le MDN : 3 semaines Document global final :

		des fichiers autochtones	2 semaines après avoir reçu les commentaires du MDN
--	--	--------------------------	---

Remarque : Les mises à jour des progrès doivent être présentées et les réunions sur les progrès doivent avoir lieu aux deux (2) semaines.

9.10. Rapports provisoires et définitifs

- 9.10.1. Les projets de soumissions doivent être préparés et soumis avec le même contenu et la même qualité que s'il s'agissait de soumissions finales (c.-à-d. que les ébauches doivent être de haute qualité : claires, concises, complètes), y compris les considérations relatives à la grammaire, au ton et à la **cohérence des données et du contenu technique**. Tous les rapports doivent être conformes à cet ÉT, aux pratiques exemplaires et à la législation applicable. Si **le MDN juge** que le projet de soumission présenté par le consultant ne répond pas aux exigences de l'ÉT, le MDN se réserve le droit de demander des projets de présentations subséquents du consultant, même après les révisions du premier projet par le consultant, à aucun coût supplémentaire pour le MDN.
- 9.10.2. Le consultant doit employer des mesures d'AQ/CQ satisfaisantes pour tous les travaux entrepris dans le cadre des travaux précisés aux présentes. Le consultant doit utiliser des procédures, des pratiques et des protocoles éprouvés avec une performance historique satisfaisante et acceptable pour assurer la collecte d'information et la production de rapports complets, fiables et exacts. Cette question sera abordée et reflétée dans tous les produits livrables du consultant, y compris, mais sans s'y limiter, la soumission de la proposition, la correspondance, les pratiques sur le terrain, les présentations et les rapports.
- 9.10.3. Des rapports distincts doivent être préparés pour chaque installation du MDN et soumis au gestionnaire de projet du ministère de la Défense nationale.
- 9.10.4. Les rapports finaux doivent être signés par l'hydrogéologue principal.
- 9.10.5. Toutes les méthodologies mises en œuvre, les hypothèses faites, l'AQ/CQ effectuée doivent être clairement expliquées et documentées.
- 9.10.6. Toutes les chaînes de garde, les données analytiques de laboratoire et les rapports d'AQ/CQ doivent être fournis dans les rapports.
- 9.10.7. Toutes les données analytiques doivent également être présentées en format Excel avec les dépassements mis en évidence.
- 9.10.8. Tous les résultats doivent être interprétés et faire l'objet de discussions.
- 9.10.9. Les rapports finaux doivent répondre à toutes les questions et commentaires fournis par le MDN au sujet du projet de rapport. Une justification écrite sera fournie au MDN pour répondre à toutes les questions et commentaires fournis à l'entrepreneur avant la finalisation du rapport.
- 9.10.10. Les copies électroniques doivent être fournies sur CD, ou lecteur de mémoire, et inclure des copies de tous les dessins/figures AutoCAD en format dwg, tableaux de données

analytiques dans des tableaux Excel, les SIG dans au moins ArcGIS version 10.1 geodatabase (gdb), les photos en format jpg, des fichiers Word et un fichier PDF complet de l'ensemble du rapport, y compris toutes les annexes.

- 9.10.11. Les dessins doivent être produits en termes métriques à l'aide des normes CADD du MDN, qui seront fournies à l'entrepreneur. Les dessins doivent être dessinés à l'échelle et créés à l'aide d'un logiciel AutoCAD.
- 9.10.12. Tous les dessins doivent être conformes aux normes et conventions de dessin ministérielles du MDN.
- 9.10.13. Les dessins doivent être présentés sur papier de taille dépliée (11 po x 17 po) ou (8 1/2 po x 11 po), selon le cas, pour une bonne visualisation. Les copies numériques des dessins doivent être fournies en format AutoCAD et PDF.

9.11. Exigences en matière de SIG

- 9.11.1. L'entrepreneur doit recueillir et fournir tous les renseignements liés aux SIG conformément à la norme SIG du MDN énumérée à l'annexe A-1 qui doit être fournie au promoteur retenu. Le MDN fournira à l'entrepreneur un fichier modèle de la BDG en format ArcGIS qui est conforme à la norme du SIG.
- 9.11.2. Un plan de site général sera présenté à l'entrepreneur par le MDN et servira d'ensemble de données de référence.
- 9.11.3. L'entrepreneur doit ajouter « travail » à l'ensemble de données de référence fournies.
- 9.11.4. Toutes les données connexes du SIG de l'entrepreneur (dessins, données géologiques, hydrogéologiques et topographiques, imagerie, lidar, photos, diagraphies de forage, classeurs Excel, documents Word, rapports d'analyse en laboratoire, bases de données, etc.) doivent être fournies au MDN selon le calendrier prévu dans l'ÉT.
- 9.11.5. Toutes les données doivent être fournies dans la version 10.0 ou plus du logiciel ArcGIS.
- 9.11.6. Toutes les collectes de données seront effectuées au moyen du système local coordonné UTM dans le datum horizontal NAD83 (original), avec le datum vertical étant fixé à CGVD1928 (selon la norme établie par le Bureau de l'enregistrement foncier du MDN). (c.-à-d. : UTM, Zn10, NAD83, CGVD1928) (p. ex. : points d'échantillonnage MW).
- 9.11.7. Les données supplémentaires recueillies dans le cadre du projet respecteront, autant que possible, la convention d'attribution des noms et la structure de données établies dans la norme sur les SIG du MDN.
- 9.11.8. Les valeurs d'attributions et de domaine seront répertoriées, le cas échéant, et seront ajoutées à la norme sur le DIG du MDN.
- 9.11.9. Tous les champs obligatoires devront être remplis, conformément à la norme sur les SIG du MDN.
- 9.11.10. Toutes les données du SIG doivent être de nature topologiquement exacte.
- 9.11.11. Les données supplémentaires générées dans les progiciels externes utilisés pour l'affichage cartographique et la représentation géographique doivent être correctement

géoréférencées, selon les conditions indiquées ci-dessus, et doivent pouvoir être importées dans la version 10.0 ou plus d'ArcGIS.

- 9.11.12. S'il existe des cartes de sources ouvertes pour les données du SIG relatives aux produits livrables du projet, elles doivent être considérées en premier lieu, avant de pouvoir choisir d'utiliser des cartes pour lesquelles il y a un coût.

10. ACCÈS AUX INSTALLATIONS DU MDN

- 10.1. La visite initiale des lieux devant être effectuée dans le cadre de l'affectation 1 sera normalement prévue lors de la réunion de coup d'envoi. Comme il est indiqué à la section 6.3.2, l'entrepreneur doit préparer, avant la visite, un itinéraire, y compris les objectifs, les renseignements demandés et le calendrier, à des fins de distribution et d'examen par le MDN et le personnel de la base, de l'escadre ou de l'installation.
- 10.2. Les travaux sur place devant être effectués dans le cadre de l'affectation 2 doivent être planifiés et arrangés par l'entrepreneur (avec l'appui du MDN) avec l'officier environnemental de base et le représentant des biens immobiliers appropriés. Le plan de travail détaillé pour l'affectation 2 (y compris le calendrier) doit être distribué et les emplacements d'échantillonnage et autres aspects logistiques doivent être confirmés et organisés avec l'officier environnemental de base et le représentant des biens immobiliers.
- 10.3. Sauf accord contraire du MDN, au moins quatre (4) semaines avant d'avoir accès à l'installation du MDN pour effectuer la visite des lieux (affectation 1) ou le programme sur le terrain (affectation 2), l'entrepreneur doit remplir un formulaire de demande de visite de SPAC (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/formulaires-forms/visite-visits-fra.html>) pour chacun des membres du personnel de l'entrepreneur qui effectuera les travaux. Les formulaires remplis doivent être soumis au Programme de sécurité des contrats de SPAC pour approbation. Les retards dans l'exécution des visites et les programmes sur le terrain en raison de l'omission de l'entrepreneur de remplir les formulaires de demande de visite de SPAC en temps opportun ne peuvent influencer sur le calendrier global pour l'achèvement de l'étendue des travaux pour le projet.
- 10.4. Avant d'accéder aux installations, les entrepreneurs doivent s'arrêter à la barrière de sécurité et fournir des demandes de visite approuvées, ainsi qu'une pièce d'identité valide.
- 10.5. Si des activités d'échantillonnage sont entreprises dans les zones de tir et d'entraînement, des précautions supplémentaires de sécurité et une escorte pour munitions explosives non explosées seront nécessaires. Veuillez vous assurer que l'accès aux champs de tir et aux zones d'entraînement soit coordonné avec l'officier environnemental de la base ou, le cas échéant, un officier des opérations immobilières.
- 10.6. Les travaux effectués dans les installations par l'entrepreneur doivent être effectués pendant les heures normales d'ouverture (du lundi au vendredi de 8 h à 16 h), sauf indication contraire. Le travail doit être effectué avec le moins de perturbation possible pour les activités, les opérations et le personnel des installations.

11. PLAN DE TRAVAIL DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

- 11.1. Pour chaque demande éventuelle d'autorisation de tâche, le consultant choisi devra préparer (avant l'attribution de la tâche) un plan de travail détaillé comprenant la méthode d'échantillonnage sur le terrain, le diagramme de Gantt, l'estimation des coûts (selon le

tableau estimatif des coûts fourni à l'annexe C) et un résumé de l'application proposée des règles techniques selon l'annexe A.

12. BASE DE PAIEMENT

- 12.1. Toutes les factures du promoteur doivent être clairement divisées par site (pour lequel chaque étude a été réalisée). Les frais fixes et les taux unitaires prévus dans la proposition (et dans les estimations de coûts présentées en réponse aux demandes d'autorisation de tâches) ne doivent pas être dépassés et sont considérés comme des limites de dérangement, à moins qu'un ordre de modification n'ait été délivré.
- 12.2. Les coûts de décaissement associés à des fournisseurs individuels doivent être déterminés par l'entrepreneur comme étant la cotation de coût la plus basse de celles fournies par au moins trois (3) fournisseurs individuels et distincts, au plus cinq (5) semaines avant la présentation de l'estimation de coût au MDN. Cela s'applique à toutes les exigences pour les biens ou services qui dépassent 2 000 \$.
- 12.3. L'entrepreneur sera payé sur acceptation de l'achèvement de certains produits livrables (le paiement ne sera pas effectué pour l'achèvement partiel des produits livrables) et conformément aux modalités de paiement comme suit :

12.3.1. Les produits livrables doivent respecter les exigences indiquées dans l'ÉT.

Affectation 1

- 12.3.2. Les tâches 1.1 à 1,3 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) doivent être suivies séparément et seront payables au moment de l'acceptation de chacun des éléments suivants : Résumé de la visite des lieux, Résumé de l'examen des documents, ébauche du rapport préliminaire d'étude de la VEPPSE, Rapport préliminaire définitif de l'enquête d'étude de la VEPPSE et plan de travail détaillé et estimation des coûts pour les affectations 2 et 3.
- 12.3.3. Les tâches 3.1 à 3,4 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) seront payables à l'acceptation de la qualité du Résumé de la visite des lieux par le gestionnaire de projet du MDN. Les déplacements et l'hébergement/repas seront payables par événement si l'événement se produit. (Un seul événement par installation de ce type sera payable pour l'affectation 1.)
- 12.3.4. La tâche 2 (telle que numérotée à l'annexe C) (telle que rendue) sera payable à l'acceptation de la qualité du Résumé de l'examen des documents.
- 12.3.5. Les tâches 4.1 à 4,10 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) seront payables sur acceptation de la qualité du projet de Rapport préliminaire d'étude de la VEPPSE par le gestionnaire de projet du MDN.
- 12.3.6. La tâche 5 (telle que numérotée à l'annexe C) (telle que rendue) sera payable sur acceptation de la qualité du Rapport préliminaire finalisé d'étude de la VEPPSE par le gestionnaire de projet du MDN, qui a abordé les commentaires du MDN sur le projet de rapport.
- 12.3.7. La tâche 6 (telle que numérotée à l'annexe C) (telle que rendue) sera payable sur acceptation de la qualité du Plan de travail détaillé et de l'estimation des coûts pour les

affectations 2 et 3 par le gestionnaire de projet du MDN. Le plan doit être conforme aux pratiques exemplaires.

Affectation 2

- 12.3.8. Les tâches 1.1 à 1,3 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) doivent être suivies séparément et seront payables à l'acceptation de chacun des éléments suivants : Résumé des activités d'enquête sur place de l'affectation 2, projet de rapport technique sous forme de lettre sur les activités d'enquête supplémentaires et l'analyse chimique de base, et rapport technique final sous forme de lettre sur les activités d'enquête supplémentaires et l'analyse chimique de base.
- 12.3.9. Les tâches 2.1 à 2,2 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) (y compris les honoraires et les débours) seront payables après la production du Résumé des activités d'enquête sur place de l'affectation 2 à la satisfaction du gestionnaire de projet du MDN. La documentation appropriée pour tenir compte des frais de travail sur le terrain doit être fournie. Le paiement pour l'analyse de laboratoire de tous les échantillons sera par prix unitaire, et les totaux seront confirmés par l'examen des certificats d'analyse de laboratoire. Les certificats d'analyse de laboratoire doivent être conformes à l'ÉT.
- 12.3.10. Les tâches 3.1 à 3,2 (telles qu'elles sont numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) seront payables à l'acceptation de la qualité du projet de Rapport technique sous forme de lettre sur les activités d'enquête supplémentaires et l'analyse chimique de base par le gestionnaire de projet du MDN. Les méthodes de travail sur le terrain et les pratiques d'AQ/CQ doivent être expliquées/détaillées dans le rapport technique sous forme de lettre.
- 12.3.11. La tâche 4 (telle qu'elle est numérotée à l'annexe C) (telle que rendue) sera payable sur acceptation de la qualité de la version définitive du Rapport technique sous forme de lettre sur les activités d'enquête supplémentaires et l'analyse chimique de base par le gestionnaire de projet du MDN, qui abordait les commentaires du MDN sur l'ébauche de rapport technique sous forme de lettre.

Affectation 3

- 12.3.12. Les tâches 1.1 à 1,3 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) doivent être suivies séparément et seront payables à l'acceptation de chacun des éléments suivants : ébauche du Plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau, la version définitive du Plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau et le Rapport approfondi d'étude de la VEPPSE (ébauche et version définitive).
- 12.3.13. Les tâches 2.1 à 2,3 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) seront payables à la suite de l'acceptation de la qualité du Plan de surveillance et de gestion des risques de l'approvisionnement en eau par le gestionnaire de projet du MDN.
- 12.3.14. Les tâches 3.1 et 3.2 (telles que numérotées à l'annexe C) (telles que rendues) seront payables sur acceptation de la qualité du Rapport approfondi final d'étude de la VEPPSE par le gestionnaire de projet du MDN.
- 12.3.15. Le MDN n'acceptera pas le paiement ou la responsabilité pour tout travail supplémentaire effectué par l'entrepreneur au-delà de celui autorisé par le contrat, à

moins que l'entrepreneur ne reçoive une notification écrite du MDN indiquant que le plan de travail peut aller de l'avant.

13. QUALIFICATIONS DES EMPLOYÉS DE L'ENTREPRENEUR

13.1. Hydrogéologue expert :

13.1.1. Un maximum de deux hydrogéologues experts peuvent être proposés. Les hydrogéologues experts doivent (chacun) avoir un minimum de vingt (20) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et doivent (chacun) être membres inscrits d'une association professionnelle pertinente (c.-à-d., génie ou géoscience). L'expérience pertinente doit comprendre la gestion/la direction de projets hydrogéologiques physiques, de projets de protection des sources d'eau potable (y compris les études sur la protection des têtes de puits/prises d'eaux de surface, les évaluations de la vulnérabilité et les études des eaux souterraines sous l'influence directe des eaux de surface [ESIDES]), l'élaboration de plans de gestion et de surveillance de l'eau, les évaluations environnementales de site (EES) de phase I et II et la détermination du devenir et du transport des contaminants. L'hydrogéologue expert doit fournir l'expertise technique et la surveillance requise pour les études effectuées dans le cadre du présent contrat.

13.1.2. L'hydrogéologue expert doit avoir au moins l'expérience suivante pour évaluer et interpréter le devenir et le transport de chacun de ces contaminants : cinq (5) ans pour les matériaux énergétiques, cinq (5) ans pour les propulseurs et trois (3) ans pour les substances d'alkyle perfluoré (SPFA). Cette expérience requise peut être satisfaite en utilisant deux hydrologues experts, qui ont chacun le nombre requis d'années d'expérience avec un ou plusieurs des contaminants, pourvu que les trois (3) groupes de contaminants soient couverts par leur expérience combinée. Si deux hydrologues experts sont utilisés, leur expérience pour un seul contaminant ne peut pas être combinée pour répondre à l'expérience totale de ce contaminant.

13.1.3. Si l'un des hydrogéologues ne satisfait pas aux exigences énoncées à l'article 13.1.1, leur expérience en matière d'évaluation du devenir et du transport des matières énergétiques, des propulseurs ou des contaminants SPFA ne sera pas prise en considération.

13.2. Hydrogéologue principal : l'hydrologue principal doit avoir un minimum de dix (10) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et être membre inscrit d'une association professionnelle pertinente (c.-à-d., génie ou géoscience). L'expérience pertinente doit comprendre la gestion/direction/conduite d'études hydrogéologiques physiques (y compris l'interprétation des essais de pompage et des résultats d'essais de conductivité hydraulique), les études de protection des sources d'eau potable (y compris les études de protection des têtes de puits/prises d'eau de surface, les évaluations de la vulnérabilité et les études sur les ESIDES), l'élaboration de plans de gestion et de surveillance de l'eau, les projets de surveillance des eaux souterraines, les projets de surveillance des eaux de surface et l'interprétation des résultats d'analyse des eaux souterraines, des eaux de surface et de l'eau potable. L'hydrogéologue principal doit avoir un minimum de deux (2) ans d'expérience globale de l'évaluation et l'interprétation des contaminants suivants : matériaux énergétiques, propulseurs ou substances d'alkyle perfluoré. L'hydrogéologue principal doit assurer la gestion de projet, au niveau du projet, pour des sites individuels.

13.3. Gestionnaire de programme : le gestionnaire de programme doit avoir un minimum de dix (10) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous). L'expérience pertinente doit

comprendre la gestion des projets ou des programmes (groupe de projets) dans le domaine de l'ingénierie/géoscience, avec les tâches suivantes : coordonner les ressources humaines, ainsi que préparer les rapports d'étape, les factures et les procès-verbaux de réunion. Son rôle sera d'assurer la cohérence dans les différents sites/projets entrepris. Le gestionnaire de programme doit effectuer la gestion de projet au niveau du programme pour tous les sites, et doit être le principal point de contact pour le compte de l'entrepreneur. La même personne peut assumer les rôles d'hydrogéologue principal et de gestionnaire de programme.

- 13.4. Modélisateur des eaux souterraines : le modélisateur des eaux souterraines doit avoir au moins sept (7) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et être membre inscrit d'une association professionnelle pertinente (c.-à-d., génie ou géoscience). L'expérience pertinente comprend la réalisation de projets de modélisation des eaux souterraines utilisant Visual MODFLOW™ ou d'autres logiciels de modélisation des eaux souterraines normalisés pour l'eau souterraine dans des milieux poreux. Le modélisateur des eaux souterraines doit également démontrer l'expérience de la modélisation des eaux souterraines pour les eaux souterraines dans le substratum rocheux fracturé pendant au moins deux (2) projets.
- 13.5. Évaluateur des risques environnementaux ou toxicologue : l'évaluateur du risque environnemental ou le toxicologue doit avoir un minimum de sept (7) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et détenir un baccalauréat dans un domaine d'étude connexe. L'expérience pertinente comprend l'exécution d'évaluations des risques pour la santé humaine qui impliquent la sélection ou la dérivation de valeurs toxicologiques de référence pour les contaminants émergents ou les contaminants pour lesquels les valeurs toxicologiques de référence ne sont pas publiées par Santé Canada, l'Ontario ou la Colombie-Britannique et déterminer les niveaux acceptables d'exposition aux contaminants.
- 13.6. Scientifique intermédiaire : le scientifique intermédiaire doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et être titulaire d'un baccalauréat dans un domaine d'études pertinent. L'expérience pertinente comprend les études hydrogéologiques (interprétation des essais de pompage et des résultats des essais de conductivité hydraulique, des projets de surveillance des eaux souterraines, des projets de surveillance des eaux de surface et des évaluations environnementales des sites de phase I et II).
- 13.7. Scientifique subalterne : le scientifique subalterne doit avoir un baccalauréat dans un domaine d'études pertinent et un minimum de deux (2) ans d'expérience dans le domaine de l'environnement.
- 13.8. Spécialiste en SIG ou technicien en CAO : le technicien en SIG ou en CAO doit avoir un diplôme dans un domaine d'études pertinent et un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous). L'expérience pertinente doit comprendre la préparation des plans, des cartes et des figures à l'aide de SIG ou CAO. Deux personnes distinctes peuvent être utilisées comme spécialistes en SIG ou techniciens en CAO, mais un d'eux doit avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente de la CAO, et l'autre, un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente en SIG.
- 13.9. Technicien sur le terrain : le technicien de terrain doit avoir un minimum de deux (2) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous). L'expérience pertinente comprend la supervision de l'installation et du développement des puits de morts-terrains et du substratum rocheux, l'arpentage des puits, l'échantillonnage des eaux souterraines, des eaux de surface et de l'eau potable, la surveillance du niveau des eaux souterraines et la réalisation d'essais de conductivité hydraulique (essais de limaces et essais de pompage).

- 13.10. Les remplacements ou ajouts du personnel ne seront acceptés qu'au cas par cas, tel qu'approuvé par le gestionnaire de projet du MDN. Le personnel proposé pour la substitution doit respecter ou dépasser les qualifications du personnel initialement proposé pour le projet. Les demandes de modification des catégories de dotation pour les personnes affectées au projet peuvent être présentées en même temps que les plans de travail détaillés en réponse aux demandes d'autorisation de tâches, et à aucun autre moment. Les modifications apportées aux catégories de dotation associées à une autorisation de tâche particulière ne seront pas effectuées au milieu de l'accomplissement des conditions de cette autorisation de tâche.

14. DIVERS

- 14.1. L'équipe de l'entrepreneur ne répondra pas aux demandes d'information ou aux questions des médias ou de tout organisme externe. Ces demandes seront adressées au gestionnaire de projet du MDN.
- 14.2. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le gestionnaire de projet du MDN s'il découvre des conditions qui pourraient constituer une menace immédiate pour la santé humaine ou l'environnement.
- 14.3. L'entrepreneur doit détenir un certificat valide et actuel d'autorisation de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario ou d'un certificat d'autorisation d'une association équivalente en ingénierie ou en géosciences dans une autre province.

APPENDICE A à l'ANNEXE « A » Application des Règles techniques

Comme il est indiqué à la section 4.2 de l'énoncé des travaux (ÉT), comme les Conseils de Santé Canada (2013) ne fournissent pas de méthodologies précises pour remplir certains aspects des évaluations des vulnérabilités, celles-ci doivent être complétées à l'aide des Règles techniques sur les rapports d'évaluation du directeur de la *Loi sur l'eau saine de l'Ontario* (les Règles techniques) (mars 2017 ou version la plus récente) comme guide supplémentaire. Le tableau ci-dessous présente un résumé de la façon dont les Règles techniques doivent être appliquées (y compris les exceptions et les modifications), sauf indication contraire dans les plans de travail élaborés par l'entrepreneur (et acceptés par le MDN). Les plans de travail élaborés par l'entrepreneur en réponse aux demandes d'autorisation de tâches en vertu du présent contrat doivent inclure un résumé de l'application proposée des Règles techniques (pour l'étude pour laquelle le plan de travail est en préparation) dans le même format de tableau que ci-dessous.

Résumé de l'application des Règles techniques

Tâche	Partie/règles applicables	Notes sur les exceptions et les modifications.
Caractérisation du système	Partie II (règle 16[3])	Outre la partie II (règle 16[3]), les réservoirs, les systèmes de traitement et les systèmes de distribution doivent être décrits, y compris les configurations et la séquence par laquelle l'eau circule à travers les diverses composantes du système, y compris (si possible) les schémas indiquant les directions de flux à travers les différents composants. Fournir : numéro de permis d'eau, numéro d'étiquette de puits, latitude et longitude ou coordonnées UTM du puits/de la prise, description et intégrité de la prise (profondeur, élévation, type, intégrité et caractéristiques sanitaires, bathymétrie locale), détails de construction de puits (forés/creusés, profondeur, élévation, diamètre, tubage et position de l'enveloppe et de l'écran, taille de la fente d'écran, emplacement des fractures contenant de l'eau, niveau d'eau statique, registre du puits d'eau, type et emplacement de la pompe et intégrité (état et hauteur du tubage au-dessus de la surface du sol, nivellement de la surface du sol à proximité de la tête de puits).
Caractérisation du bassin hydrographique	Partie II (moins les règles 16[3, 5, 6, 7 et 17])	La zone géographique à caractériser ne doit pas être définie par les limites des bassins hydrographiques ou des sous-bassins tels que définies par la Loi, mais plutôt par la zone à prendre en considération pour définir les zones de capture, les aires de protection de têtes de puits, les périmètres de protection des prises et pour la dérivation d'un bilan hydrologique pour l'approvisionnement en eau potable en question.
Bilan hydrologique conceptuel	Partie III.1 (moins règle 19 [11])	Il faut tenir compte des permis de prélèvement d'eau dans les compétences autres que celle de l'Ontario.
Bilan hydrologique de 1er palier, niveaux de stress et identification des menaces	Partie III.2 (règles 20, 21 et 31), Partie III.3	La zone géographique considérée ne doit pas être définie par les limites du bassin hydrographique ou du sous-bassin hydrographique définis par la Loi, mais plutôt par la zone à prendre en considération pour définir les zones de capture, les zones de protection des têtes de puits, les périmètres de protection des prises et pour la dérivation d'un bilan de l'approvisionnement en eau potable en question.

Tâche	Partie/règles applicables	Notes sur les exceptions et les modifications.
potentielles pour la quantité d'eau		<p>En ce qui concerne la règle 31, la demande en pourcentage peut être calculée à l'aide de l'équation présentée à la règle 1(2).</p> <p>Les scénarios de demande future ne doivent être envisagés que lorsque des plans précis qui entraîneraient des changements à la demande future sont disponibles et devraient être mis en œuvre dans un avenir prévisible.</p> <p>En plus des parties et des règles applicables énumérées, les éléments suivants doivent être inclus/complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Les tendances des niveaux d'eau historiques qui peuvent indiquer une menace potentielle (p. ex., des nappes phréatiques décroissantes ou des débits d'eau de surface réduits) doivent être incluses et discutées; ii. Les renseignements anecdotiques obtenus pendant les visites des lieux et la documentation de toute question historique ou actuelle concernant la quantité d'eau liée à l'approvisionnement en eau visé doivent être résumés et discutés; et, compte tenu de toutes les données probantes (c.-à-d. identification des niveaux de stress significatifs ou modérés, et i et ii ci-dessus), les menaces potentielles quant à la quantité d'eau doivent être identifiées.
Délimitation des zones vulnérables — eaux souterraines	Règle 5, partie IV, partie V	<p>Dans certains cas, les APTP/zones vulnérables prescrites ne conviennent peut-être pas. Le modèle 1 de la C.-B. (2010) peut fournir des orientations et des justifications pour la sélection des APTP/zones vulnérables appropriées (voir la section 4.9, ci-après).</p>
Délimitation des zones vulnérables — eaux de surface	Règle 5, partie VI	<p>Le type A de prise doit être défini comme une prise dans un grand plan d'eau, plutôt que comme une prise dans l'un des Grands Lacs de l'Ontario.</p> <p>PPPE-2 doit être défini comme la zone d'écoulement vers le haut dans un délai de six (6) heures de voyage de la prise.</p> <p>Dans certains cas, les APTP/vulnérables prescrites ne conviennent peut-être pas. Le modèle 1 de BC (2010) peut fournir des orientations et des justifications pour la sélection des PPPE/zones vulnérables appropriées (voir la section 4.9, ci-après).</p>
Évaluation des enjeux en matière de qualité de l'eau	Règle 6, partie XI.1	<p>L'expression « comité de protection des sources » n'est pas pertinente pour l'étude en cours. Le personnel de la base ayant connaissance du système d'approvisionnement en eau a été interviewé en ce qui concerne sa connaissance des enjeux connus en matière de qualité de l'eau potable.</p> <p>Le module 8 de la C.-B. (2010) fournit des lignes directrices sur les</p>

Tâche	Partie/règles applicables	Notes sur les exceptions et les modifications.
		mesures recommandées pour améliorer la protection de l'eau potable (voir la section 4.9, ci-après).
Évaluation et classement des menaces pour la qualité de l'eau — activités	Règle 7 (moins 1, 2, 4), partie XI.2, XI.4, règle 8 (moins 3,5)	<p>En plus des menaces à l'eau potable prescrites énumérées dans le Règl. de l'Ont. 287/07, les mesures suivantes doivent être prises en compte dans l'identification des activités dans les zones de protection des têtes de puits, les zones de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables qui peuvent poser des menaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Activités potentiellement contaminantes (APC) énumérées dans le Règl. de l'Ont. 153/04 (tel que modifié); ii. Activités d'entraînement militaire non incluses dans la précédente; iii. Sources potentielles de substances d'alkyle perfluoré et polyfluoré (SPFA) non incluses dans la précédente; iv. Eaux souterraines sous l'influence directe des eaux de surface (ESIDES) telles que définies dans Santé Canada (2013); v. Sources potentielles de contamination associées au réseau de distribution, y compris les sources de contaminants liées directement au réseau de distribution (p. ex., fluides de nettoyage, glycol pour les systèmes de chauffage central), pression négative dans les conduites de distribution qui pourraient permettre l'entrée de contaminants dans le système, et les matériaux de construction; vi. Érosion et sédimentation; vii. Intrusion d'eau salée. <p>En raison de leur persistance et de leur mobilité dans l'environnement, les sources potentielles de SPFA situées à l'extérieur des zones vulnérables et en amont de l'approvisionnement en eau doivent être identifiées comme des menaces à la qualité de l'eau.</p> <p>L'expression « comité de protection des sources » n'est pas pertinente pour l'étude en cours. Le personnel de la base ayant connaissance du système d'approvisionnement en eau a été interviewé en ce qui concerne sa connaissance des menaces connues à la qualité de l'eau potable.</p> <p>En ce qui concerne les règles 120 et 121, « l'avis du directeur » a été remplacé par « l'avis du contractant ».</p> <p>Pour les activités autres que celles prescrites dans le Règl. de l'Ont. 287/07, l'entrepreneur doit élaborer une méthode défendable pour déterminer les cotes de risque chimique et l'appliquer uniformément à chaque activité. La méthode devrait décrire la façon dont chacun des</p>

Tâche	Partie/règles applicables	Notes sur les exceptions et les modifications.
		<p>cinq facteurs considérés (c.-à-d. la toxicité, le devenir environnemental, la quantité, la méthode de diffusion et le type de zone vulnérable) ont été évalués individuellement, ainsi que la façon dont chacun des cinq facteurs a été classé/pondéré pour déterminer le classement général de risque chimique.</p> <p>Le module 2 de la C.-B. (2010) fournit des listes des sources de contaminants potentiels et des contaminants qui leur sont communément associés (voir la section 4.9, ci-après).</p> <p>C.-B. (2010) fournit des conseils sur l'évaluation de l'intrusion d'eau salée comme source potentielle de contamination (voir la section 4.9, ci-après).</p> <p>Le module 8 de la C.-B. (2010) fournit des lignes directrices sur les mesures recommandées pour améliorer la protection de l'eau potable (voir la section 4.9, ci-après).</p>
Évaluation et classement des menaces pour la qualité de l'eau — conditions	Règle 7 (moins 1, 2, 3), partie XI.3, XI.5, règle 8 (moins 3, 4)	<p>L'expression « comité de protection des sources » n'est pas pertinente pour l'étude en cours. Le personnel de la base ayant connaissance du système d'approvisionnement en eau a été interviewé en ce qui concerne sa connaissance des menaces connues à la qualité de l'eau potable. En outre, l'entrepreneur doit identifier les conditions qui résultent des activités passées.</p> <p>Les critères applicables aux conditions de l'eau souterraine et des eaux de surface mentionnés à la règle 126 doivent être remplacés (selon qu'il convient) par les critères applicables à l'étude actuelle.</p> <p>Le module 8 de la C.-B. (2010) fournit des lignes directrices sur les mesures recommandées pour améliorer la protection de l'eau potable (voir la section 4.9, ci-après).</p>

APPENDICE « B » À L'ANNEXE « A »
Table des matières du rapport d'étude de la VEPPSE

Les rapports d'étude de la VEPPSE doivent être préparés selon la table des matières fournie ci-dessous, à moins qu'une table des matières modifiée ne soit fournie par l'entrepreneur et acceptée par le MDN. Toutefois, des sections, tableaux, figures et annexes supplémentaires à ceux présentés ci-dessous peuvent être inclus dans les rapports.

Texte principal

i Résumé

1.0 Introduction

- Autorisation de tâche (AT)/Renseignements sur le contrat
- Emplacement : identification de la base/de l'escadre/de l'installation et de la zone pour laquelle les travaux ont été effectués
- Aperçu du site : brève description de la base/de l'escadre/de l'installation et de l'historique connexe, de l'approvisionnement en eau visé et de l'utilisation de l'approvisionnement en eau visé (un ou deux paragraphes)

1.1 Objectifs

- Comme il est indiqué dans la « Section 2 — Objectifs » de l'énoncé de travail (ÉT), modifié de façon appropriée pour l'AT spécifique en vertu de laquelle les travaux ont été effectués

1.2 Contexte du projet

- Comme il est indiqué dans la « Section 3 — Contexte » de l'ÉT, modifié de façon appropriée pour l'AT spécifique en vertu de laquelle les travaux ont été effectués

1.3 Description du projet : portée des travaux

- Tâches de l'affectation 1 — aperçu/description
- Tâches de l'affectation 2 — aperçu/description
- Tâches de l'affectation 3 — aperçu/description

1.4 Approche — Lignes directrices, normes et cadre

- Comme il est indiqué dans la « Section 4 — Lignes directrices, normes et cadres » de l'ÉT, modifié de façon appropriée pour l'AT spécifique en vertu de laquelle les travaux ont été effectués
- Inclure comme tableau, « Annexe A : proposition d'application des règles techniques » modifié de façon appropriée pour l'AT spécifique en vertu de laquelle les travaux ont été effectués

2 Examen des documents

- Conformément à la section 6.2.2 de l'ÉT, énumérer, référencer et résumer (sous forme de tableau ou autrement) les documents et autres sources d'information examinés, y compris (au minimum) :
 - o le ou les auteurs;
 - o la date de publication;

- le titre;
- la source;
- une brève déclaration indiquant comment la ressource est pertinente à l'étude de la VEPPSE/le type de données et d'information qu'elle contient qui est pertinent pour l'étude de la VEPPSE;
- un renvoi aux sections/tableaux/annexes du rapport d'étude de la VEPPSE où des données pertinentes sont compilées ou des informations pertinentes sont présentées et discutées.

3 Caractéristiques de la région, de la localité et du site

- 3.1 Données climatiques
- 3.2 Physiographie
- 3.3 Utilisation des terres
- 3.4 Géologie
- 3.5 Hydrogéologie
- 3.6 Hydrologie
- 3.7 Modèle conceptuel du site (MCS)

4 Visite des lieux

- Les documents, fichiers, bases de données et rapports obtenus lors de la visite des lieux doivent être inclus dans la « Section 2.0 — Examen des documents » de cette table des matières et désignés comme obtenus lors de la visite des lieux;
- En vertu de l'article 6.3.3 de l'ÉT, fournir les détails de la visite des lieux, y compris :
 - la date et l'heure;
 - les conditions météorologiques;
 - le personnel de l'entrepreneur qui a effectué la visite des lieux;
 - le personnel de la base, de l'escadre ou de l'installation qui a participé ou a été interviewé pendant la visite des lieux;
 - le personnel du MDN et de SPAC qui a participé à la visite des lieux;
 - les limites à l'accès (ou autres);
- Conformément à la section 6.3.3 de l'ÉT, énumérer et résumer (sous forme de tableau ou autrement) les observations et les renseignements anecdotiques obtenus pendant la visite des lieux, y compris (au minimum) :
 - une description/aperçu de l'observation faite/des renseignements anecdotiques obtenus;
 - un renvoi aux sections/tableaux/annexes du rapport d'étude de la VEPPSE où des détails supplémentaires concernant les observations/renseignements anecdotiques sont présentés (si nécessaire).

5 Caractérisation du système

5.1 Système d'approvisionnement en eau, de traitement et de distribution

- Résultats actuels à la section 6.4 de l'ÉT

-
- 5.2 Programme de surveillance, mécanismes de déclenchement et plans de contingence et d'urgence actuels
- Conformément à l'article 6.5.1 de l'ÉT, décrire et résumer les plans de surveillance actuels des puits d'approvisionnement en eau, des prises d'eau de surface, des réservoirs, des systèmes de traitement (eaux brutes et traitées) et des systèmes de distribution, y compris : les puits/emplacements de surveillance, les paramètres physiques mesurés (p. ex. niveaux d'eau, débits, pression dans les conduites de distribution) et les paramètres chimiques mesurés (sous forme de tableau ou autre);
 - Conformément à l'article 6.5.2 de l'ÉT, décrire et résumer les plans d'action/d'intervention d'urgence actuels concernant les approvisionnements en eau, les réservoirs, les systèmes de traitement et les systèmes de distribution, y compris les niveaux de déclenchement et les mesures d'urgence/d'atténuation (sous forme de tableau ou autre).
- 6 Caractérisation du bassin hydrographique
- Résultats actuels à la section 6.6 de l'ÉT
- 7 Bilan hydrologique
- 7.1 Bilan hydrologique conceptuel
- Résultats actuels à la section 6.7 de l'ÉT
1. Bilan hydrologique, niveaux de stress et identification des menaces à la quantité d'eau
- 7.1.1 Méthodologie
- 7.1.2 Résultats
- Résultats actuels à la section 6.8 de l'ÉT
- 7.1.3 Identification des menaces potentielles à la quantité d'eau
- énumérer/résumer les menaces potentielles à la quantité d'eau qui ont été identifiées
- 8 Zones vulnérables — identification et délimitation
- 8.1 Méthodologie
- 8.2 Résultats
- Résultats actuels de l'article 6.9 de l'ÉT
 - Conformément à l'article 6.9.4 de l'ÉT, pour chaque valeur d'entrée supposée et utilisée, fournir une justification pour son utilisation et indiquer sa source (sous forme de tableau ou autrement)
- 9 Évaluation des enjeux en matière de qualité de l'eau
- 9.1 Méthodologie
- 9.2 Résultats
- Résultats actuels de l'article 6.10 de l'ÉT

- Conformément à la section 6.10.3 de l'ÉT, pour les questions de qualité de l'eau associées aux causes anthropogéniques, énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) :
 - o le nom/numéro d'identification de l'enjeu;
 - o une brève description de l'enjeu;
 - o le contaminant auquel se rapporte l'enjeu;
 - o le puits d'approvisionnement en eau/la prise d'eau de surface (et les puits/emplacements de surveillance associés) où l'enjeu a été détecté;
 - o la zone contribuant à l'enjeu;
 - o la ou les menaces à l'eau potable susceptibles d'avoir contribué à l'enjeu.
- Conformément à la section 6.10.4 de l'ÉT, pour les questions de qualité de l'eau non associées à des causes anthropogéniques, énumérer et résumer les éléments suivants (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) :
 - o nom/numéro d'identification de l'enjeu;
 - o une brève description de l'enjeu;
 - o le paramètre auquel se rapporte l'enjeu;
 - o le puits d'approvisionnement en eau/la prise d'eau de surface (et les puits/emplacements de surveillance associés) où le paramètre a été identifié;
 - o la cause ou la source possible de l'enjeu (par exemple, dans la fourchette des conditions naturelles de fond).

10 Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau

10.1 Activités

10.1.1 Méthodologie

10.1.2 Résultats

- Résultats actuels de l'article 6.11.1 to 6.11.4 de l'ÉT
- Pour les activités prescrites comme menaces à l'eau potable selon le Règl. de l'Ont. 287/07, énumérer et résumer (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) les renseignements pertinents énumérés à l'article 6.11.2 de l'ÉT;
- Pour les activités identifiées comme des menaces à l'eau potable (autres que celles prescrites par le Règl. de l'Ont. 287/07), énumérer et résumer (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) les renseignements pertinents énumérés à la section 6.11.3 de l'ÉT.

10.2 Conditions

10.2.1 Méthodologie

10.2.2 Résultats

- Résultats actuels des articles 6.11.5 à 6.11.8 de l'ÉT;
- Pour les conditions identifiées comme des menaces à l'eau potable, énumérer et résumer (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) les informations pertinentes énumérées dans la section 6.11.6 de l'ÉT.

11 Conclusion : Résumé des menaces et des enjeux, des lacunes et incertitudes dans les données et des recommandations

11.1 Menaces à la quantité d'eau

- Conformément à la « *Section 6.12.1 — Menaces à la quantité d'eau* » de l'ÉT, énumérer et résumer (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) les menaces potentielles pour la quantité d'eau, les incertitudes et les lacunes associées aux données et les recommandations;

11.2 Enjeux en matière de qualité de l'eau

- Conformément à la « *Section 6.12.2 — Enjeux relatifs à la qualité de l'eau* » de l'ÉT, énumérer et résumer (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) les enjeux relatifs à la qualité de l'eau, les incertitudes et les lacunes associées aux données et les recommandations;

11.3 Menaces à la qualité de l'eau

- 11.3.1 Conformément à la « *Section 6.12.3 — Menaces à la qualité de l'eau* » de l'ÉT, énumérer et résumer (sous forme de tableau, avec du texte supplémentaire si nécessaire) les menaces à la qualité de l'eau, les incertitudes et les lacunes associées aux données et les recommandations;

Tableaux

Veuillez noter que les rubriques suggérées pour les tableaux à inclure dans les sections 9, 10 et 11 de l'étude de la VEPPSE seront fournies dans les ÉT des commandes subséquentes.

- Application des Règles techniques (voir la « *Section 1.4 — Approche — Lignes directrices, normes et cadre* » de la présente table des matières);
- Résumé des documents examinés (voir la « *Section 2 — Examen des documents* » de la présente table des matières) – présentation facultative sous forme de tableau;
- Résumé de la visite des lieux (voir la « *Section 4 — Visite des lieux* » de la présente table des matières) – présentation facultative sous forme de tableau;
- Résumé des programmes de surveillance actuels (voir la « *Section 5,2 — Programme de surveillance, mécanismes de déclenchement et plans de contingence et d'urgence actuels* » de la présente table des matières) – présentation facultative sous forme de tableau;

- Résumé des plans d'action/d'intervention d'urgence actuels (voir la « *Section 5,2 – Programme de surveillance, mécanismes de déclenchement et plans de contingence et d'urgence actuels* » de la présente table des matières) – présentation facultative sous forme de tableau;
- Résumé des hypothèses de modélisation et justification (voir la « *Section 8 — Zones vulnérables — Identification et délimitation* » de la présente table des matières) — présentation facultative sous forme de tableau;
- Résumé des enjeux relatifs à la qualité de l'eau associés aux causes anthropogéniques (voir la « *Section 9 – Évaluation des enjeux relatifs à la qualité de l'eau* » de la présente table des matières);
- Résumé des enjeux relatifs à la qualité de l'eau non associés aux causes anthropogéniques (voir la « *Section 9 – Évaluation des enjeux relatifs à la qualité de l'eau* » de la présente table des matières);
- Résumé des activités prescrites comme menaces à l'eau potable (selon le Règl. de l'Ont. 287/07) (voir la « *Section 10 – Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau* » de la présente table des matières);
- Résumé des activités identifiées comme des menaces à l'eau potable (autres que celles prescrites selon le Règl. de l'Ont. 287/07) (voir la « *Section 10 – Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau* » de la présente table des matières);
- Résumé des conditions identifiées comme des menaces à l'eau potable (voir la « *Section 10 – Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau* »);
- Résumé des menaces potentielles à la quantité d'eau, des incertitudes et lacunes dans les données associées et des recommandations (voir la « *Section 11.1 – Menaces à la quantité d'eau* » du présent ÉT);
- Résumé des enjeux relatifs à la qualité de l'eau, des incertitudes et lacunes dans les données associées et des recommandations (voir la « *Section 11.2 – Enjeux relatifs à la qualité de l'eau* » du présent ÉT);
- Résumé des menaces importantes et modérées relatives à la qualité de l'eau, des incertitudes et lacunes dans les données associées et des recommandations (voir la « *Section 11.3 – Menaces à la qualité de l'eau* » du présent ÉT).

Figures

- Plan clé qui indique l'emplacement du site et de la base, de l'escadre ou de l'installation;
- Plan du site de la base, de l'escadre ou de l'installation (et d'autres zones du site si nécessaire) qui indique les emplacements (si disponibles) des éléments suivants :
 - limites de propriété de la base, de l'escadre ou de l'installation;

- bâtiments/installations;
 - zones opérationnelles;
 - anciennes zones opérationnelles;
 - zones d'élimination/dépotoirs;
 - routes, pistes, aires de stationnement, etc.;
 - égouts pluviaux/sanitaires/combinés, conduites d'eau principales et autres services publics souterrains pouvant offrir des voies de transport préférentielles;
 - puits d'approvisionnement en eau et prises d'eau de surface;
 - réservoirs;
 - usines de traitement;
 - stations de pompage;
 - puits/emplacements de surveillance;
 - fossés, ruisseaux, infiltrations, marais, zones humides et tout autre plan d'eau de la région indiqués sur le plan;
 - toute autre fonctionnalité ou infrastructure pertinente.
- Schémas de la séquence et de la configuration des diverses composantes du système d'approvisionnement en eau (si possible) montrant les directions de débit à travers les différents composants et emplacements de surveillance (voir la « *Section 5.1 – Système d'approvisionnement en eau, de traitement et de distribution* »);
- Plans/cartes du bassin hydrographique présentant les caractéristiques décrites/présentées dans l'accomplissement de la section 6.6 de l'ÉT (voir la « *Section 6 – Caractérisation des bassins hydrographiques* »);
- Plans/cartes du bassin hydrographique présentant les caractéristiques décrites/présentées dans l'accomplissement de la section 6.7 de l'ÉT (voir la « *Section 7.1 – Bilan hydrologique conceptuel* »), y compris les éléments suivants :
 - cartes montrant les contours topographiques, les plans d'eau de surface et les caractéristiques de drainage, les puits d'approvisionnement et de surveillance et les prises d'eau de surface;
 - cartes des morts-terrains et de la géologie du substratum;
 - cartes d'unités hydrostratigraphiques (p. ex., aquifères, aquitards);
 - sections transversales géologiques qui montrent des unités géologiques, des unités hydrostratigraphiques et des forages à partir desquels des coupes transversales ont été construites;
 - cartes qui montrent les contours de surface de nappe phréatique/potentiométrique et les directions d'écoulement d'eaux souterraines interprétées;
- Plans/cartes montrant les emplacements et les limites de la vulnérabilité élevée, moyenne et faible des eaux souterraines et les zones vulnérables, y compris les aquifères très vulnérables, les zones de recharge importantes des eaux souterraines, les zones de protection des têtes de puits et les périmètres de protection des prises d'eau de surface (voir la « *Section 8 — Zones vulnérables — Identification et délimitation* »);

- Plans/cartes montrant les emplacements et les limites des « zones de contribution » et des « menaces à l'eau potable susceptibles de contribuer aux paramètres de préoccupation » (associées aux enjeux relatifs à la qualité de l'eau identifiés) par rapport aux zones de protection des têtes de puits, des périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables (voir la « *Section 9 — Évaluation des enjeux relatifs à la qualité de l'eau/Section 9.2 — Résultats* »);
- Plans/cartes montrant les emplacements et les limites des activités identifiées comme des menaces importantes ou modérées à la qualité de l'eau par rapport aux zones de protection des têtes de puits, aux périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables avec des symboles uniques pour chaque catégorie de classement des menaces (se reporter à la « *Section 10 – Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau/Section 10.1 – Activités Section 10.1.2 – Résultats* »);
- Plans/cartes montrant les emplacements et les limites des conditions identifiées comme significatives ou modérées par rapport aux zones de protection des têtes de puits, aux périmètres de protection des prises d'eau de surface et autres zones vulnérables avec des symboles uniques pour chaque catégorie de classement des menaces (voir la « *Section 10 – Évaluation et classement des menaces à la qualité de l'eau/Section 10.2 – Conditions/Section 10.2.2 – Résultats* »).

Appendices

- Tableau des données sur les niveaux d'eau souterraine (profondeurs et élévations);
- Tableau des données sur l'eau de surface (p. ex., profondeurs, débits, flux, écoulement);
- Tableau des données analytiques relatives à la qualité de l'eau examinées dans l'évaluation des enjeux relatifs à la qualité de l'eau par rapport aux critères applicables de la qualité de l'eau potable (voir la « *Section 8 - Évaluation des enjeux relatifs à la qualité de l'eau* »);
- Tableau des données analytiques sur la qualité de l'eau examinées dans l'identification des conditions comme menaces par rapport aux critères applicables de la qualité de l'eau;
- Rapport technique sous forme de lettre sur l'enquête supplémentaire sur le terrain réalisée dans le cadre de l'affectation 2.
-

Annexe

- Plan de surveillance et de gestion des risques à l'approvisionnement en eau

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-189002/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-18-9002

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE « C » À L'ANNEXE « A »
VEPPSE – Tableau d'estimation des coûts

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-189002/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-18-9002

Amd. No. - N° de la modif.
kin615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
KIN-8-50111

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
KIN-8-50111

APPENDIX C: DOWSP - Cost Estimate Table
Cost estimates prepared in response to task authorization requests are to be prepared as per the cost estimate table below; however, additional line items may be included.

SITE NAME:
CONSULTANT NAME:
DATE:

Task ID	Task	Personnel (hours/week)	Program Manager	Expert Hydrogeologist	Senior Hydrogeologist	Environmental Modeler	Field Assistant	GIS/ADP Technician	Field Technician	Admin	Total hrs	Cost					Permissible total	Deliverables					Sub total per task																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
												Expenses	Junior Scientist	Intermediate Scientist	Senior Scientist	GIS/ADP Technician		Field Technician	Admin	Drilling and/or computer equipment (attach itemized cost sheet)	Laboratory analyses - water (attach itemized cost sheet)	Laboratory analyses - sediment (attach itemized cost sheet)		Travel (attach itemized cost sheet)	Other description																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
Task ID	Task	Description of expertise	Days (24 hours)	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr	#PM/yr

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Tous les prix sont fermes, en devise canadienne, à destination franco bord (FAB), les droits de douane inclus, et ne comprennent pas la TVH ou la TPS (qui doit être indiquée comme article distinct sur les factures).

Périodes d'établissement des prix :

Période initiale du contrat :

1^{re} année, de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2020
2^e année, du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

Périodes d'option :

3^e année (option), du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022
4^e année (option), du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023

Base de paiement « A » — Taux de main-d'œuvre des entrepreneurs pour les déplacements autorisés et les travaux sur place et hors site

Taux horaires fermes pour le travail des entrepreneurs, y compris, mais sans s'y limiter : frais généraux, travail direct, supervision, équipement standard et profit. Les tarifs ne comprennent pas la TVH. L'équipement standard se compose d'articles nécessaires pour l'exécution normale du travail, y compris l'équipement de protection individuelle, les appareils-photo, les outils à main, l'équipement d'échantillonnage, les pompes de puits, les appareils GPS portatifs (exactitude minimum de ± 3 m), les ordinateurs et les logiciels, les radios bidirectionnelles et les téléphones cellulaires. Les taux de main-d'œuvre seront utilisés pour les travaux productifs approuvés, la disponibilité et les déplacements.

1) Les catégories de dotation énumérées doivent être utilisées exclusivement dans les propositions, les estimations de coûts et les plans de travail préparés en réponse aux demandes d'autorisation de tâches, à effectuer en vertu du présent contrat et à la facturation. Aucune autre catégorie de dotation ne doit être ajoutée (à moins que l'autorité contractante ne l'approuve autrement par le biais d'une modification contractuelle). Les demandes de modification des catégories de dotation pour les personnes affectées au projet peuvent être présentées en même temps que les plans de travail détaillés en réponse aux demandes d'autorisation de tâches, et à aucun autre moment. Les modifications apportées aux catégories de dotation associées à une autorisation de tâche particulière ne seront pas effectuées au milieu de l'accomplissement des conditions de cette autorisation de tâche.

2) les propositions et les estimations de coûts préparées en réponse aux demandes d'autorisation de tâches et aux plans de travail à préparer en vertu du présent contrat doivent être préparées à l'aide des pourcentages d'utilisation présentés ci-dessous (à moins de 5 %) (sauf accord contraire du gestionnaire de projet du MDN) avec les exceptions suivantes : 1) le pourcentage total d'utilisation combinée pour le scientifique intermédiaire et le scientifique subalterne doit être de 34 % pour l'affectation 1 et de 30 % pour l'affectation 2 qui (pour ces affectations) peut être répartis entre ces deux (2) catégories de dotation à n'importe quel ratio; 2) le pourcentage total d'utilisation combinée pour les techniciens en SIG/CAO (dans le cas où deux [2] personnes distinctes sont proposées pour ce rôle) est de 15 % pour l'affectation 1, 10 % pour l'affectation 2, et 10 % pour l'affectation 3 et peut être divisé entre les deux (2) personnes à n'importe quel ratio. Dans le cas où une seule (1) personne est proposée comme technicien en SIG/CAO, le pourcentage total d'utilisation combinée doit être attribué à cette personne.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-189002/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-18-9002

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Frais de subsistance — Directive sur les voyages du Conseil national mixte

Les frais de subsistance autorisés de l'entrepreneur engagés dans l'exécution des travaux lui seront remboursés de façon raisonnable et appropriée, au coût, sans aucune provision pour le bénéfice ou les frais généraux administratifs, conformément aux dépenses de repas et de logement commercial prévues aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et les autres dispositions de la Directive concernant les « voyageurs », plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tout voyage doit avoir l'autorisation préalable de l'autorité administrative du projet. Tous les paiements sont assujettis à la vérification gouvernementale.

Débours

Toutes les exigences et coûts pour les sous-traitants, les essais en laboratoire, les matériaux, les fournitures ou la location d'équipement doivent être identifiés dans le formulaire d'autorisation de tâche signé et les demandes de paiement. Ceux-ci seront réclamés au coût réel à l'entrepreneur sans majoration ou frais généraux pour l'entrepreneur. Sauf autorisation de l'autorité administrative du projet sur le formulaire MDN 626, l'entrepreneur doit ouvrir à soumission (à au moins trois [3] soumissionnaires qualifiés) toutes les exigences pour les biens ou services qui dépassent 2 000 \$ et choisir le soumissionnaire le plus bas.

Remarque aux soumissionnaires :

Pour l'établissement des prix dans la base de tarification « A » : les taux horaires au sein d'une catégorie particulière de main d'œuvre ne peuvent pas avoir une variance de plus de +/- 5 % d'une année à l'autre. À titre d'exemple, si le prix de l'Année 1 pour le technicien sur le terrain était de 50,00 \$ l'heure dans la soumission, le prix de soumission maximum autorisé pour l'Année 2 serait de 52,50 \$ l'heure. Le prix de soumission minimum autorisé pour l'Année 2 serait de 47,50 \$ l'heure. Le taux de soumission de l'Année 3 dans cet exemple doit être de +/- 5 % du prix de l'Année 2.

Élément	Catégories de dotation	Nom de la personne proposée	% d'utilisation (des heures) pendant l'affectation suivante			Prix par heure				Prix pondéré				Prix pondéré moyenne (((H+I+J+K)/4)
			1 (A)	2 (B)	3 (C)	1 ^{re} année (D)	2 ^e année (E)	3 ^e année (F)	4 ^e année (G)	1 ^{re} année (H)= (A*D)	2 ^e année (I)= (B*E)	3 ^e année (J)= (C*F)	4 ^e année (K)= (G*G)	
1	Gestionnaire de programme		5 %	5 %	5 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Hydrogéologue expert		5 %	5 %	15 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3	Hydrogéologue principal		10 %	10 %	25 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4	Modélisateur en eaux souterraines		25 %	14 %	0 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
5	Évaluateur des risques environnementaux ou toxicologue		5 %	0 %	14 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6	Scientifique intermédiaire		17 %	15 %	30 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
7	Scientifique subalterne		17 %	15 %	0 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
8	Spécialiste du SIG		7.5 %	5 %	5 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
9	Technicien de CAO		7.5 %	5 %	5 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
10	Technicien sur le terrain		0 %	25 %	0 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
11	Adjoint administratif		1 %	1 %	1 %		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Total			100%	100%	100%	Prix moyenne par heure de la base de paiement A (L) =								\$

Remarque : Toutes les catégories de dotation doivent être remplies.

Prix total évalué pour la base de paiement A (M)= L * 70 000 heures
\$

Base d'établissement des prix « B » Tarifs d'appel pour les déplacements à destination et en provenance de chacun des sites

Tous les frais de déplacement et de main-d'œuvre pour tous les membres de l'équipe d'entretien sont compris. Les frais de logement ou de repas ne sont pas compris dans le tarif d'appel. Le tarif d'appel ne s'applique pas aux employés se trouvant déjà sur place. Le tarif d'appel ne peut pas être chargé pour d'autres membres du personnel à bord du même véhicule.

Élé men t	Description	Unité	Utilisation annuelle estimée	Prix pour la 1 ^{re} année (N)	Prix pour la 2 ^e année (O)	Prix pour la 3 ^e année (P)	Prix pour la 4 ^e année (Q)	Total pour chaque site (N+O+P+Q)
1	Déplacement à destination et en provenance du site — Suffield, AB	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
2	Déplacement à destination et en provenance du site — Wainwright, AB	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
3	Déplacement à destination et en provenance du site — Dundurn, SK	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
4	Déplacement à destination et en provenance du site — Comox, BC	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
5	Déplacement à destination et en provenance du site — North Bay, ON	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
6	Déplacement à destination et en provenance du site — Esquimalt, BC	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
7	Déplacement à destination et en provenance du site — Greenwood, NS	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
8	Déplacement à destination et en provenance du site — Gagetown, NB	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
9	Déplacement à destination et en provenance du site — Borden, ON	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
10	Déplacement à destination et en provenance du site — Meaford, ON	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
11	Déplacement à destination et en provenance du site — Halifax, NS	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
12	Déplacement à destination et en provenance du site — Goose Bay,	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
13	Déplacement à destination et en provenance du site — Valcartier, QC	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
14	Déplacement à destination et en provenance du site — Ottawa, ON	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
15	Déplacement à destination et en provenance du site — Shilo, MB	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
16	Déplacement à destination et en provenance du site — Whitehorse, YT	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
17	Déplacement à destination et en provenance du site — Alert, Nunavut	Par appel	1	\$	\$	\$	\$	\$
Prix total évalué pour la base de paiement B (R)=								\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EN438-189002/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le prix total évalué de la soumission est la somme du prix total évalué pour la base de tarification A (M) et du prix total évalué pour la base de tarification B (R).

Prix total évalué pour la base de paiement A (M)=	\$
Prix total évalué pour la base de paiement B (R)=	\$
Prix total évalué de la soumission (M + R) =	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.

EN438-189002/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-189002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.
N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat EN438-189002
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Real Property
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Department of National Defence Drinking Water Vulnerability and Source Protection Study for various Canadian Forces Bases across Canada		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-189002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat EN438-189002
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux : _____	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

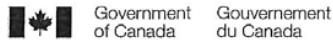
Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-189002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.
N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat
EN438-189002
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
											PROTECTED PROTÉGÉ					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-189002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.
N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat EN438-189002
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Gariano, Anthony		Title - Titre Environmental Analyst	Signature
Telephone No. - N° de téléphone 613-808-0760	Facsimile No. - N° de télécopieur 819-775-7642	E-mail address - Adresse courriel Anthony.Gariano@tpsgc-pwgsc.gc.ca	Date 2018/07/09
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Lamontagne, Stephen		Title - Titre SO	Signature
Telephone No. - N° de téléphone 613-808-0120	Facsimile No. - N° de télécopieur 613-840-2334	E-mail address - Adresse courriel stephen.lamontagne@pwgsc-tpsgc.gc.ca	Date JUL 09 2018
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

Stephen Lamontagne
PSPC Security Officer
819-576-3611
Stephen.Lamontagne@tpsgc-pwgsc.gc.ca

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--

Canada

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

- 1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- 2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- 3. L'avenant suivant doit être compris :
 - Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

3. Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - e. Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré : Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27.

4. Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Responsabilité professionnelle de l'entrepreneur d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Responsabilité professionnelle de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EN438-189002/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »
FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

<div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> National Défense </div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left; margin-left: 10px;"> Défense nationale </div>		TASK AUTHORIZATION AUTORISATION DES TÂCHES	
All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat Task no. – N° de la tâche	
Amendment no. – N° de la modification		Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	
Previous value – Valeur précédente			
To – À TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract. À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.		Date _____ for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Delivery location – Expédié à			
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement			
Contract Item no. N° d'article du contrat	Services		Cost Prix
	GST/HST TPS/TVH		
	Total		
APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract. NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.			
for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux			

N° de l'invitation - Solicitation No.

EN438-189002/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**Instructions for completing
DND 626 - Task Authorization**

Contract no.
Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.
Enter the sequential Task number.

Amendment no.
Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease
Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value
Enter the previous total dollar amount including taxes.

To
Name of the contractor.

Delivery location
Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date
Completion date for the task.

for the Department of National Defence
Signature of the DND person who has delegated Authority for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). Note: the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services
Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/calling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost
The cost of the Task broken out into the individual costed items in Services.

GST/HST
The GST/HST cost as appropriate.

Total
The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts
This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:
Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

**Instructions pour compléter le formulaire
DND 626 - Autorisation des tâches**

N° du contrat
Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche
Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification
Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction
Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente
Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À
Nom de l'entrepreneur.

Expédiés à
Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement
Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale
Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le pouvoir d'approbation en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). Note : la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services
Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliqueront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix profond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix
Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique Services.

TPS/TVH
Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total
Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC
Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrit dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :
Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

ANNEXE « F »
ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série EN438-189002/00_/KIN, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministère de la Défense nationale, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série : EN438-189002/00_/KIN.

Signature

Date

ANNEX « G » à la PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS
EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Pour être conforme, la proposition du soumissionnaire doit respecter tous les critères techniques obligatoires suivants.

A) Le soumissionnaire doit proposer les ressources suivantes et **fournir des documents présentant des projets précis permettant de démontrer qu'ils ont l'expérience nécessaire. Les dates de début et de fin de l'expérience des ressources proposées doivent être incluses. La documentation doit fournir suffisamment de détails pour la vérification de l'expérience spécifique. Le Canada se réserve le droit de demander des références ou des renseignements supplémentaires pour vérifier l'expérience des ressources proposées.**

i. Hydrologues experts :

- a. Un maximum de deux hydrogéologues experts peuvent être proposés. Les hydrogéologues experts doivent (chacun) avoir un minimum de vingt (20) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et doivent (chacun) être membres inscrits d'une association professionnelle pertinente (c.-à-d., génie ou géoscience). L'expérience pertinente doit comprendre la gestion/la direction de projets hydrogéologiques physiques, de projets de protection des sources d'eau potable (y compris les études sur la protection des têtes de puits/prises d'eaux de surface, les évaluations de la vulnérabilité et les études des eaux souterraines sous l'influence directe des eaux de surface [ESIDES]), l'élaboration de plans de gestion et de surveillance de l'eau, les évaluations environnementales de site (EES) de phase I et II et la détermination du devenir et du transport des contaminants. L'hydrogéologue expert doit fournir l'expertise technique et la surveillance requise pour les études effectuées dans le cadre du présent contrat.
- b. L'hydrogéologue expert doit avoir au moins l'expérience suivante pour évaluer et interpréter le devenir et le transport de chacun de ces contaminants : cinq (5) ans pour les matériaux énergétiques, cinq (5) ans pour les propulseurs et trois (3) ans pour les substances d'alkyle perfluoré (SPFA). Cette expérience requise peut être satisfaite en utilisant deux hydrologues experts, qui ont chacun le nombre requis d'années d'expérience avec un ou plusieurs des contaminants, pourvu que les trois (3) groupes de contaminants soient couverts par leur expérience combinée. Si deux hydrologues experts sont utilisés, leur expérience pour un seul contaminant ne peut pas être combinée pour répondre à l'expérience totale de ce contaminant.
- c. Si l'un des hydrogéologues ne satisfait pas aux exigences obligatoire, leur expérience en matière d'évaluation du devenir et du transport des matières énergétiques, des propulseurs ou des contaminants SPFA en b. ne sera pas prise en considération.

ii. Hydrogéologue principal :

L'hydrologue principal doit avoir un minimum de dix (10) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et être membre inscrit d'une association professionnelle pertinente (c.-à-d., génie ou géoscience). L'expérience pertinente doit comprendre la gestion/direction/conduite d'études hydrogéologiques physiques (y compris l'interprétation des essais de pompage et des résultats d'essais de conductivité hydraulique), les études de protection des sources d'eau potable (y compris les études de protection des têtes de puits/prises d'eau de surface, les évaluations de la vulnérabilité et les études sur les ESIDES), l'élaboration de plans de gestion et de surveillance de l'eau, les projets de surveillance des eaux souterraines, les projets de surveillance des eaux de surface et l'interprétation des résultats d'analyse des eaux souterraines, des eaux de surface et de l'eau potable. L'hydrogéologue principal doit avoir un minimum de

deux (2) ans d'expérience globale de l'évaluation et l'interprétation des contaminants suivants : matériaux énergétiques, propulseurs ou substances d'alkyle perfluoré. L'hydrogéologue principal doit assurer la gestion de projet, au niveau du projet, pour des sites individuels.

iii. Gestionnaire de programme :

Le gestionnaire de programme doit avoir un minimum de dix (10) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous). L'expérience pertinente doit comprendre la gestion des projets ou des programmes (groupe de projets) dans le domaine de l'ingénierie/géoscience, avec les tâches suivantes : coordonner les ressources humaines, ainsi que préparer les rapports d'étape, les factures et les procès-verbaux de réunion. Son rôle sera d'assurer la cohérence dans les différents sites/projets entrepris. Le gestionnaire de programme doit effectuer la gestion de projet au niveau du programme pour tous les sites, et doit être le principal point de contact pour le compte de l'entrepreneur. La même personne peut assumer les rôles d'hydrogéologue principal et de gestionnaire de programme.

iv. Modélisateur des eaux souterraines :

Le modélisateur des eaux souterraines doit avoir au moins sept (7) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et être membre inscrit d'une association professionnelle pertinente (c.-à-d., génie ou géoscience). L'expérience pertinente comprend la réalisation de projets de modélisation des eaux souterraines utilisant Visual MODFLOW™ ou d'autres logiciels de modélisation des eaux souterraines normalisés pour l'eau souterraine dans des milieux poreux. Le modélisateur des eaux souterraines doit également démontrer l'expérience de la modélisation des eaux souterraines pour les eaux souterraines dans le substratum rocheux fracturé pendant au moins deux (2) projets.

v. Évaluateur des risques environnementaux ou toxicologue :

L'évaluateur du risque environnemental ou le toxicologue doit avoir un minimum de sept (7) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et détenir un baccalauréat dans un domaine d'étude connexe. L'expérience pertinente comprend l'exécution d'évaluations des risques pour la santé humaine qui impliquent la sélection ou la dérivation des valeurs toxicologiques de référence pour les contaminants émergents ou les contaminants pour lesquels les valeurs toxicologiques de référence ne sont pas publiées par Santé Canada, l'Ontario ou la Colombie-Britannique et déterminer les niveaux acceptables d'exposition aux contaminants.

vi. Scientifique intermédiaire :

Le scientifique intermédiaire doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous) et être titulaire d'un baccalauréat dans un domaine d'études pertinent. L'expérience pertinente comprend les études hydrogéologiques (interprétation des essais de pompage et des résultats des essais de conductivité hydraulique, des projets de surveillance des eaux souterraines, des projets de surveillance des eaux de surface et des évaluations environnementales des sites de phase I et II).

vii. Scientifique subalterne :

Le scientifique subalterne doit avoir un baccalauréat dans un domaine d'études pertinent et un minimum de deux (2) ans d'expérience dans le domaine de l'environnement.

viii. Spécialiste en SIG ou technicien en CAO :

Le technicien en SIG ou en CAO doit avoir un diplôme dans un domaine d'études pertinent et un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous). L'expérience

pertinente doit comprendre la préparation des plans, des cartes et des figures à l'aide de SIG ou CAO. Deux personnes distinctes peuvent être utilisées comme spécialistes en SIG ou techniciens en CAO, mais un d'eux doit avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente de la CAO, et l'autre, un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente en SIG.

ix. Technicien sur le terrain :

Le technicien sur le terrain doit avoir un minimum de deux (2) ans d'expérience pertinente (telle que définie ci-dessous). L'expérience pertinente comprend la supervision de l'installation et du développement des puits de morts-terrains et du substratum rocheux, l'arpentage des puits, l'échantillonnage des eaux souterraines, des eaux de surface et de l'eau potable, la surveillance du niveau des eaux souterraines et la réalisation d'essais de conductivité hydraulique (essais de limaces et essais de pompage).

B) Le soumissionnaire doit démontrer que son entreprise et ses hydrologues experts ou hydrologues principaux ont l'expérience pertinente en présentant trois (3) projets, réalisés par le soumissionnaire au cours des 15 années de la date de clôture de la demande de soumissions, permettant de démontrer :

- i. une expérience dans la détermination des zones de protection des têtes de puits et des périmètres de protections des prises d'eau, de même que dans la réalisation d'évaluations des risques liés à la vulnérabilité de l'eau;
- ii. une expérience dans l'élaboration de plans de surveillance et de gestion des sites prévoyant des seuils de déclenchement et des mesures de contingence;
- iii. une expérience dans l'évaluation et la détermination de contextes hydrogéologiques complexes et la description des interactions avec les eaux souterraines et les eaux de surface;
- iv. au moins un des hydrogéologues experts ou des hydrogéologues principaux proposés doit être identifié comme l'un des principaux membres de chacun des trois (3) projets décrits. Son rôle dans ce ou ces projets doit être décrit.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN438-189002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-18-9002

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50111

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « H » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « I » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)